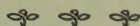


UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT



L'Incapacité Politique des Faillis



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 4 juin, à 3 heures de l'après-midi

PAR

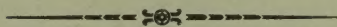
ROBERT DE CASTELLI

Avocat à la Cour d'Appel



PRÉSIDENT : M. CHAVEGRIN, professeur

SUFFRAGANTS { MM. LYON-CAEN, professeur
CAPITANT, professeur



G. OUDIN & C^{ie}, Imprimeurs-Éditeurs

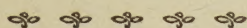
24, rue de Condé, Paris et à Poitiers

1912

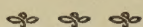
L'INCAPACITÉ POLITIQUE
DES FAILLIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT



L'Incapacité Politique des Faillis



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 4 juin, à 3 heures de l'après-midi

PAR

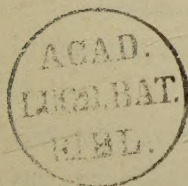
ROBERT DE CASTELLI

Avocat à la Cour d'Appel



PRÉSIDENT : M. CHAVEGRIN, professeur

SUFFRAGANTS { MM. LYON-CAEN, professeur
CAPITANT, professeur

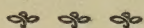


G. OUDIN & Cie, Imprimeurs-Éditeurs

24, rue de Condé, Paris et à Poitiers

1912

L'INCAPACITÉ POLITIQUE DES FAILLIS



I

LES INCAPACITÉS DES FAILLIS.

Sous l'ancien droit, sous l'empire du Code de commerce et de la loi de 1838, le régime des faillites tout entier, et spécialement le système des déchéances, suite de la faillite, qui vont nous occuper ici, était empreint d'une sévérité rigoureuse. Des lois successives ont adouci ce régime, de telle sorte que les incapacités politiques et commerciales dont à l'origine était frappé le failli, ont subi une évolution qui, sans doute, n'est point complètement achevée.

C'est cette évolution qu'il nous a paru intéressant de retracer dans cette étude.

Voici la liste des déchéances du failli, encore en vigueur sur les points que n'ont pas modifiés les lois de 1889, de 1903 et de 1908 :

Privation de l'exercice des droits de citoyen (Constitutions de 1790, de l'an VIII, décret du 2 février 1852), ce qui enlève au failli :

Le droit d'être électeur et éligible aux Chambres (décret de 1852), au Sénat (9 décembre 1884), aux Conseils généraux (10 août 1871), aux Conseils d'arrondissements (10 août 1871), aux Conseils municipaux (5 avril 1884) ;

Celui d'exercer une fonction publique quelconque, d'être juré, témoin instrumentaire dans les actes.

Le failli ne peut obtenir de conserver une distinction honorifique.

Sous le rapport commercial :

Le failli est exclu de la Bourse (art. 613 Code de commerce) ;

Il n'est pas admis à l'escompte par la Banque de France (décret du 18 janvier 1808) ;

Il ne peut être ni agent de change ni courtier (art. 83 Code de commerce) ;

Il ne peut être ni électeur ni éligible aux tribunaux de commerce (8 décembre 1883), aux Conseils de prud'hommes (1^{er} décembre 1853), aux Chambres consultatives des Arts et Manufactures (décret du 22 janvier 1872).

Ces déchéances, dit-on, se peuvent défendre et justifier à deux points de vue différents.

Au point de vue commercial d'abord, elles ont pour but d'inciter le failli à faire de grands efforts pour éviter la faillite, elles la rendent redoutable ;

puis, la faillite déclarée, elles sont pour le failli coupable une peine, et aussi un stimulant pour qu'il arrive à se libérer, à désintéresser ses créanciers et à reprendre le rang honorable qu'il a perdu.

Au point de vue politique, n'est-il pas logique que les faillis, coupables, soient jugés indignes d'exercer certains droits, privilèges des bons citoyens ?

Il faut éviter que, dans la composition du Parlement, il entre des hommes que, l'on considère comme tarés ; les incapacités permettent au corps électoral et au corps législatif de ne comprendre que des hommes parfaitement intègres, elles sont nécessaires à l'autorité du Parlement et à sa valeur pratique.

Ces arguments cependant ont fini par ne plus paraître aussi pressants et par céder au courant qui emporte l'opinion vers l'indulgence à l'égard des faillis ; nombre d'excellents esprits paraissent le regretter ; c'est peut-être que le législateur « n'a pas su découvrir les motifs latents sur lesquels reposait la tendance à laquelle il obéissait plus ou moins consciemment, et partant n'ayant pas su discerner les motifs, il n'a pas su y adapter ses solutions et les mesurer sur eux ». C'est que la législation ainsi établie manque de logique et, par suite, de prudence.

Il faut, en effet, croyons-nous, distinguer les déchéances commerciales et les déchéances poli-

tiques ; autant les premières sont naturelles et nécessaires, autant les secondes nous paraissent difficiles à justifier.

Nous suivrons en cela l'opinion de M. Percerou. « N'est-il pas étrange, dit le savant professeur, « lorsqu'on y réfléchit, que la cessation de paiement, « c'est-à-dire le manquement à des obligations « d'ordre purement privé ou professionnel, ait pour « sanctions des incapacités touchant à des droits « publics ou politiques ? Celles-ci devraient être « réservées aux individus qui ont encouru des « condamnations pénales d'une certaine gravité, « atteignant directement la société dans ses intérêts « généraux et démontrant que leur auteur est un « mauvais citoyen ¹. » Or tel ne semble pas être le cas ici, et le garde des sceaux l'a fait justement remarquer à la Chambre en 1903 : « Il est peut-être excessif de châtier d'une peine politique un fait qui est d'ordre purement commercial ; on peut être un détestable commerçant, on ne cesse pas pour cela d'être un bon citoyen. »

Ce point de vue nous paraît tout à fait juste ; si l'on édicte, *de plano*, contre tout négociant qui fait faillite une flétrissure civique, la sanction n'est plus adéquate à la faute. D'autant que cette sanction n'atteint que le commerçant et non le débiteur civil qui gère mal ses affaires : ce résultat est-il logique ?

1. Percerou, *Traité des faillites*, p. 121.

Il semble bien que non. Pourquoi le commerçant en état de faillite serait-il un plus mauvais citoyen qu'un débiteur civil en déconfiture ? Ce qui serait logique, alors, serait d'assimiler les deux catégories de débiteurs et de déclarer que désormais l'insolvabilité sera une cause de privation des droits civiques, ce qui aujourd'hui en France n'est demandé par personne, ce que personne même ne pourrait admettre.

Comment donc peuvent s'expliquer ces déchéances ? Comment se fait-il qu'elles aient subsisté jusqu'à ce jour ?

« Selon nous, si l'on veut comprendre comment il se fait que notre loi attache — illogiquement semble-t-il — des incapacités politiques à la faillite, on ne doit pas en chercher la raison dans des motifs rationnels, mais historiques¹. »

« L'institution, avec sa note infamante, nous vient
« des statuts des villes italiennes du moyen âge.
« Or, dans ces républiques aristocratiques, où
« gouvernait la classe des commerçants, où
« tous les pouvoirs publics se concentraient en leurs
« mains, il était naturel qu'en excluant de leur
« sein celui d'entre eux qui, par la cessation de ses
« paiements, manquait à ses devoirs professionnels,
« ils l'excluassent aussi, du même coup, de l'exer-
« cice des pouvoirs publics qu'il détenait. Qui
« était indigne de faire le commerce, devenait par

1. Percerou, *loc. cit.*

« là même indigne également de prendre part au
« gouvernement de la cité. » Ce lien entre la dé-
chéance commerciale et la déchéance politique
s'expliquait donc par la constitution toute spéciale
des villes italiennes du moyen âge, mais « il est en
« désaccord aujourd'hui avec les bases de notre
« droit public et avec le principe du suffrage, non
« pas restreint aux commerçants, mais universel.
« Dans notre conception moderne française de la
« souveraineté populaire, il suffit pour y participer
« d'être un bon citoyen, et l'on peut avoir cette
« qualité tout en étant un négociant inhabile ou
« malheureux ; à vrai dire le maintien des inca-
« pacités politiques attachées au titre de failli pour-
« rait bien n'être qu'un anachronisme ».

Quant aux incapacités d'ordre professionnel, elles se justifient actuellement encore.

« Sans doute, remarque M. Percerou, elles se
« comprenaient surtout à l'époque où le commerce
« étant tout entier entre les mains des corporations
« solidement organisées, la faillite apparaissait de
« prime abord comme un manquement aux règles
« de ces associations, comme une véritable faute
« comportant des peines disciplinaires. Il n'est pas
« contestable que le lien corporatif entre négo-
« ciants se soit relâché. Mais ils continuent pouriant
« de nos jours encore à former une catégorie spé-
« ciale de citoyens, solidaires dans une certain me-
« sure les uns des autres et investis de droits et de

« devoirs spéciaux, dont l'accomplissement suppose
« une certaine capacité et une certaine dignité
« professionnelle. »

On conçoit donc parfaitement aujourd'hui encore que la loi édicte contre le failli, en quelque sorte à titre disciplinaire, l'exclusion d'un certain nombre de fonctions honorifiques touchant aux intérêts généraux de la profession, parce que, pour remplir ces fonctions, il ne suffit pas d'être un bon citoyen, il faut de plus être un bon commerçant.

« Ces incapacités sont donc logiques : elles inspirent préventivement aux commerçants une crainte salutaire de la faillite, et sont de plus pour le failli un stimulant énergique et nécessaire qui, la liquidation une fois close, le poussera à travailler pour acquitter ses dettes et se faire réhabiliter. »

Le législateur n'a pas fait cette distinction d'une façon nette, entre les deux sortes de déchéances ; il s'est acheminé lentement et à regret vers la suppression des déchéances politiques, parce que dans son esprit elles étaient liées aux déchéances professionnelles qui ne pouvaient pas ne pas subsister. Mais, d'un autre côté, par cette réhabilitation automatique, qu'il est permis de juger dangereuse, parce que subordonnée au seul délai de dix ans écoulés, il supprimait radicalement les unes et les autres. Ainsi cette législation paraît peu satisfaisante pour l'esprit : péchant d'un côté par un excès de sévérité et de l'autre par un excès d'indulgence.

Cette confusion provient aussi de ce que la conception de la faillite a gardé quelque « trace de la vieille idée que la faillite même causée par cas fortuit, constitue une infraction pénale, ou tout au moins un cas déshonorant ». C'est la conception de l'ancien droit, d'après laquelle tous les insolubles sont des coupables, contre lesquels sont prononcées des peines de nature infamante. Mais aujourd'hui les déchéances se sont restreintes en France aux commerçants et n'y sont plus attachées qu'à l'état de faillite. Dans d'autres pays (Allemagne, Angleterre, où la faillite s'étend aussi bien aux non-commerçants qu'aux commerçants, les incapacités politiques qu'elle entraîne sont communes aux deux catégories de débiteurs, et ainsi on n'y rencontre pas l'inégalité choquante que nous signalons, tandis qu'en France on arrive à ce résultat singulier et peu équitable que le même fait, la cessation de paiement, est ou n'est pas, suivant la qualité de celui dont il émane, la source de déchéances déshonorantes. Et l'on ne peut justifier cette différence de traitement en alléguant les obligations spéciales du commerçant, le caractère grave de l'inexécution des engagements dans le domaine commercial, car s'il est ici question d'obligations professionnelles, de fautes professionnelles, il faut harmoniser les sanctions et les fautes et n'établir que des incapacités professionnelles.

D'autre part le législateur a séparé l'électorat de

l'éligibilité et permis dans certains cas au failli de recouvrer le premier de ces droits, tout en continuant à le priver du second. Nous pensons, avec M. Percerou, que cette restriction partielle du statut politique est un cas exceptionnel dans notre législation — avec celui de l'inéligibilité restreinte et temporaire des étrangers naturalisés. Il y a un principe fondamental de droit constitutionnel d'après lequel « tout électeur est éligible ». En effet, tous les citoyens ont des droits politiques égaux, ils peuvent tous aspirer à l'honneur de représenter la nation ; d'autant que le corps électoral, souverain, doit être libre dans ses choix. Or cette restriction fait échec à ce principe constitutionnel ; pourquoi cependant y déroger en matière de faillite ?

« Cette dérogation est d'autant plus bizarre que
« le représentant tend de plus en plus en France à
« se transformer en un délégué à mandat impératif,
« chez lequel les conditions de capacité personnelle
« deviennent par conséquent moins nécessaires,
« puisqu'il n'a plus à se décider lui-même, mais
« seulement à suivre les indications des comités
« qui l'ont fait élire ¹. »

Ne peut-on pas conclure de cet examen des incapacités des faillis, que cette distinction entre l'électorat et l'éligibilité, contraire au droit constitutionnel, est comme un acheminement vers la disparition de toute déchéance politique, et que, si les

1. Percerou, *loc. cit.*

déchéances attachées à l'état de faillite peuvent s'expliquer au point de vue historique, il semble bien cependant qu'elles ne sont plus en harmonie avec l'évolution de la société moderne, qui tend à leur complète suppression, et qu'il n'est pas utopique de penser qu'elles disparaîtront peut-être bientôt.

C'est du moins dans ce sens que sont dirigées les lois de 1889, de 1903 et de 1908 ; c'est ce que manifestent les tentatives qui, de 1898 à 1906, furent faites à la Chambre et au Sénat pour arriver à une amnistie des faillis ; l'examen de ces lois successives et de ces projets va nous montrer une marche, hésitante et confuse il est vrai, vers la disparition des incapacités politiques.

II

RÉGIME DE L'ANCIEN DROIT.

« La faillite à l'origine est profondément imprégnée de cette tendance des législations primitives à considérer les insolvable comme des coupables et à prononcer contre eux des peines infamantes. Tout en punissant avec une sévérité particulière le débiteur qui a commis une fraude (il s'agit alors de banqueroute, emportant la peine de mort), ils prononcent certaines incapacités contre l'insolvable même malheureux. Celui qui obtient le bénéfice de la cession de biens est soumis à des formalités humiliantes et les lettres de répit elles-mêmes entraînent un certain nombre de déchéances. Les déchéances s'étendaient en outre à tous les débiteurs, civils ou commerçants, qui tombent en déconfiture ¹. »

Dans l'ancien droit, en effet, tout homme qui cesse de faire face à ses engagements est considéré comme déshonoré. C'est ainsi que la procédure de faillite et les déchéances qui en étaient la conséquence n'étaient pas seulement applicables aux commerçants, mais s'étendaient à tous les débiteurs insolvable, sans distinction de profession.

1. Percerou, *Traité des faillites*.

Tout failli était noté d'infamie.

« Les marchands, négociants et banquiers qui ont fait faillite, banqueroute et cession de biens à leurs créanciers, ou qui ont obtenu des lettres de répit ou des arrêts de surséance ou de défenses générales, sont notés d'infamie et comme tels sont exclus de tous emplois et fonctions publiques, à moins qu'ils obtiennent en la grande chancellerie des lettres de réhabilitation qui se signent en commandement ; mais ces sortes de lettres ne leur sont accordées qu'en justifiant qu'ils ont entièrement payé leurs créanciers, tant en principal qu'en intérêts. (Savary des Brûlons, *Dict. universel de commerce.*)

Nous voyons qu'il y avait lieu de distinguer diverses catégories de faillis : tout d'abord pendant longtemps le même traitement fut infligé aux banqueroutiers et aux faillis ; le même nom de banqueroute les confondait, qu'ils fussent frauduleux ou de bonne foi : l'édit de 1609 fit entre eux une distinction : les banqueroutiers frauduleux seront seuls punis de mort. Auparavant tous étaient présumés être de mauvaise foi ; désormais la preuve de mauvaise foi dut être faite.

Nous trouvons une ordonnance de François I^{er}, du 10 octobre 1536, qui porte :

« Contre les banqueroutiers il sera procédé extraordinairement, et à la punition et réparation par amende, punition corporelle, apposition du carcan et pilory. »

De même une ordonnance de Charles IX, de 1560, dit : « Tous banqueroutiers qui feront faillite en fraude seront punis extraordinairement et capitalement ».

Les mêmes expressions se retrouvent dans les ordonnances de Henri III (1579, 1582), de Henri IV (1609), de Louis XIII (15 janvier 1629), dans l'ordonnance du 23 mars 1673.

L'édit de 1609 porte ceci :

« Voulons et nous plaist que, conformément à l'ordonnance de nostre dit sieur et frère, sur les plaintes des estats tenus à Orléans, il soit extraordinairement procédé contre les banqueroutiers et débiteurs faisant faillite et cession de biens en fraude de leurs créanciers, commis, facteurs et entremetteurs, de quelque état, qualité ou condition qu'ils soient ; et la fraude étant prouvée ils soient exemplairement punis de mort, comme voleurs et affronteurs publics. »

L'ancien droit, très rude, punissait donc de mort les banqueroutiers frauduleux.

Mais les faillis cessionnaires de biens étaient aussi frappés de déchéance. La cession de biens, tout d'abord très imprégnée des idées romaines, était un bénéfice accordé « à ceux qui de bonne foi et sans fraude ni malice remettent et abandonnent à leurs créanciers généralement tous leurs biens, tant mobiliers qu'immobiliers, pour être distribués entre eux au sol la livre ». (Savary, *Parfait négo-*

ciant.) Cet abandon était volontaire ou judiciaire, et était soumis à des formalités vexatoires, telles que des comparutions, publicité, port du bonnet vert, et dans la suite même à tout un cérémonial curieux et humiliant. L'infamie qui était la conséquence de la cession de biens était une « infamie de fait », non une infamie de droit, résultant de condamnation pénale ; elle excluait le cessionnaire des charges publiques, en quelque sorte celui-ci était mort civilement. (Savary des Brûlons.)

De même ceux qui sollicitaient des lettres de répit ou des arrêts de défenses générales pour échapper aux poursuites de leurs créanciers étaient exclus des emplois publics.

Les lettres de répit, accordées par le roi, suspendaient les poursuites pour quelque temps, afin que les débiteurs satisfassent au paiement de leurs dettes par la vente de leurs biens ou le recouvrement de leurs créances. Elles n'étaient entérinées qu'avec l'assentiment de la majorité des créanciers. Les défenses générales étaient accordées par le Parlement pour l'homologation des contrats d'accommodement ; lettres de répit et défenses générales n'étaient accordées qu'au débiteur malheureux et de bonne foi.

L'édit de Versailles, décembre 1701, contient la disposition suivante :

« Et pour conserver autant qu'il est en nous la probité et la bonne foi dans une profession aussi

utile à l'Etat, nous déclarons déchus des honneurs et prérogatives ci-dessus accordés (être élu aux charges publiques) ceux des marchands et négociants en gros, aussi bien que les autres marchands qui ont fait faillite, pris des lettres de répit ou fait des contrats d'atermoiements avec leurs créanciers. »

En 1644, le Parlement de Paris avait jugé qu'un cessionnaire de biens ne peut être bailli. En 1623, le code marchand consacra cet arrêt :

Titre IX, article 5. — « Voulons que ceux qui auront obtenu des lettres de répit ou de défenses générales ne puissent être élus maires, ni échevins des villes, juges ni consuls des marchands, ni avoir voix active et passive dans les corps ou communautés, ni être administrateur des hôpitaux, ni parvenir aux hautes fonctions publiques et même qu'ils en soient exclus, en cas qu'ils fussent actuellement en charge. »

Les faillis ne pouvaient être ni gardes ni syndics de communauté, ni marguilliers de paroisse. (Jousse, *Nouveau Commentaire*.)

Le règlement de Lyon (2 juin 1667) interdit aux faillis l'accès de la place des marchands. Un arrêt du Conseil du 24 septembre 1724 leur interdit d'être courtier en marchandises, agent de change ou de banque. Un autre arrêt du Conseil, du 21 avril 1766, leur enlève le droit d'entrer à la Bourse.

L'ordonnance du 3 mars 1731 sur le commerce

du Levant décida « que les négociants qui auront fait faillite dans les Echelles ne pourront être élus députés ni même assister à l'élection ».

Les faillis pouvaient être replacés dans leur situation primitive par les lettres de réhabilitation seules, qui étaient une faveur de la part de l'autorité royale et soumises à certaines conditions et formalités. La Révolution supprima ces lettres, et les pouvoirs judiciaires n'intervinrent plus pour prononcer la réhabilitation des faillis.

III

DROIT INTERMÉDIAIRE ET RÉGIME DU CODE DE COMMERCE.

La loi du 22 décembre 1789-janvier 1790 sur les assemblées primaires et administratives exclua les banqueroutiers, les faillis et les débiteurs insolubles, de l'exercice des droits de citoyens actifs ; cette mesure de rigueur s'étendait même aux enfants qui n'acquittaient pas leur part virile des dettes de leur père, mort insolvable :

Section I, art. 5. — Aucun banqueroutier, failli ou débiteur insolvable ne pourra être admis dans les assemblées primaires, ni devenir ou rester membre, soit de l'Assemblée nationale, soit des assemblées administratives, soit des municipalités.

Art. 6. — Il en sera de même des enfants qui auront reçu et qui retiendront à quelque titre que ce soit une portion des biens de leur père mort insolvable sans payer leur part virile de ses dettes ; excepté seulement les enfants mariés et qui auraient reçu des dots avant la faillite de leur père ou avant son insolvabilité entièrement reconnue.

Art. 7. — Ceux qui étant dans l'un des cas d'ex-

clusion ci-dessus feront cesser la cause de cette exclusion en payant leurs créanciers ou en acquittant leur portion virile des dettes de leur père, rentrent dans les droits de citoyen actif, pourront être électeurs et seront éligibles s'ils réunissent les conditions prescrites.

Nous voyons quelle était la rigueur de la loi à cette époque, puisque le déshonneur dont le failli était frappé rejaillissait même sur ses enfants.

La Constitution du 3 septembre 1791 maintint l'incapacité des faillis :

Art. 5, section II, titre III. — Sont exclus de l'exercice des droits de citoyens actifs :

Ceux qui, après avoir été constitués en état de faillite ou d'insolvabilité prouvée par pièces authentiques, ne rapportent pas un acquit général de leurs créanciers.

De même le 21 vendémiaire an III un décret de la Convention Nationale exclut des fonctions publiques ceux qui, ayant fait faillite, ne se sont pas libérés.

Remarquons que les incapacités édictées par les constitutions de 1789-1790 et de 1791 s'appliquaient non pas seulement aux faillis, mais encore aux débiteurs insolubles ; la constitution de l'an III et les lois suivantes ne parlèrent plus des débiteurs insolubles, mais en 1789 et en 1791 nous trouvons l'insolvabilité des commerçants et celle des débiteurs ordinaires assimilée l'une à l'autre comme dans l'ancien droit.

La loi du 5 fructidor an III disait également :

Titre II, 13. — « L'exercice des droits de citoyen est suspendu par l'état de débiteur failli, ou d'héritier immédiat, détenteur, à titre gratuit, de tout ou partie de la succession d'un failli. »

Cette disposition est reproduite dans la constitution du 22 frimaire an VIII.

Titre I^{er}, art. 5. — « L'exercice des droits de citoyen français est suspendu par l'état de débiteur failli ou d'héritier immédiat détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle d'un failli. »

Ce principe est resté applicable jusqu'à la révolution de 1848. Ni la charte de 1814 ni celle de 1830 ne l'ont abrogé ; ni l'une ni l'autre, en effet, ne disent un mot de ce qui concerne l'acquisition, la perte ou la suspension des droits de citoyen, et l'article 59 de la loi de 1830 maintenait les lois qui n'étaient pas contraires à ses dispositions. C'était la solution que la jurisprudence faisait prévaloir sous les deux chartes, en décidant que cet article avait conservé force de loi. Mais à partir de la charte de 1814, la disposition de l'article 5 de la constitution de l'an VIII a seulement cessé d'être une disposition constitutionnelle non susceptible d'être abrogée ou modifiée par une simple loi, pour devenir une disposition législative ordinaire.

Vital Roux, qui devait être un des préparateurs du Code de commerce, résumait ainsi l'opinion généralement accréditée à cette époque sur les

faillis : « Quand un homme a manqué à ses engagements, la loi doit le considérer comme prévenu de malversation, jusqu'au moment où il est prouvé qu'il n'est que malheureux. » Lorsque la discussion du Code de commerce s'ouvrit, le caractère déshonorant de la faillite était donc encore très marqué, l'idée de culpabilité, de faute, y était attachée, si bien que « lorsque Napoléon intervint en personne dans la discussion, il introduisit dans le Code le principe de l'incarcération préventive du failli. Les grandes lignes de la législation des faillites étaient désormais déterminées pour longtemps. En effet, la loi de 1838 n'est qu'une simple retouche du Code de commerce dans lequel elle n'a guère introduit que quelques modifications de détail, en conservant d'ailleurs contre le failli, quel qu'il fût, le même esprit de défiance, et en aggravant quelquefois les dispositions qui en témoignent ¹ ».

La révolution de 1848 substitua à cette législation sévère une législation moins rigoureuse. Il est vrai que le décret du gouvernement provisoire du 5 mars 1848, qui a établi le suffrage universel, maintint d'abord les règles précédentes, implicitement, en enlevant le droit électoral et le droit d'éligibilité aux Français « judiciairement privés ou suspendus de l'exercice de leurs droits civiques ». Cependant

1. Courcelle-Seneuil, *Rapport au Conseil d'Etat sur le projet de loi relatif à une nouvelle législation des faillites*, 1882.

il faisait disparaître la suspension des droits de citoyen qui pesait en ce qui concerne l'électorat et l'éligibilité sur l'héritier immédiat du failli, et bientôt après, le 18 avril 1848, un nouveau décret abrogeait en partie le principe posé dans la constitution de l'an VIII en conférant l'électorat aux faillis déclarés excusables.

Ce décret n'eut d'ailleurs qu'un caractère provisoire, car bientôt après la constitution du 4 novembre 1848, après avoir posé en principe que, pour être électeur, il faut jouir de ses droits civils et politiques et que tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans seraient éligibles, annonça qu'une loi électorale déterminerait, dans la suite, les causes de déchéance des droits de citoyen. Elle indiquait donc l'intention du législateur de remplacer par une règle nouvelle la règle posée dans la constitution de l'an VIII.

La loi électorale du 15 mars 1849 s'écarta en effet de cette règle sur deux points.

D'après le projet de la commission, les faillis non réhabilités ne devaient pas être inscrits sur les listes électorales. Cette proposition fut vivement attaquée à l'Assemblée Nationale comme privant des droits de citoyen un trop grand nombre de personnes.

A l'Assemblée Nationale on proposa d'exclure seulement les faillis qui n'auraient pas obtenu de concordat et qui, après l'union, n'auraient pas été déclarés excusables. A l'appui du système de la

commission on eut beau faire valoir qu'il contenait déjà une réforme importante en supprimant l'assimilation des héritiers du failli au failli lui-même au point de vue des incapacités, les adversaires du projet finirent par avoir raison.

L'Assemblée Nationale inséra dans l'article 3 de la loi du 15 mars 1849 le paragraphe 8, aux termes duquel ne seraient pas inscrits sur les listes électorales les faillis qui, n'ayant pas obtenu de concordat ou n'ayant point été déclarés excusables, n'auraient pas été réhabilités. Relativement à l'éligibilité, l'Assemblée Nationale se montra plus exigeante en déclarant inéligibles tous les faillis non réhabilités. (Art. 79.)

Nous croyons intéressant de reproduire ici quelques passages de la discussion, afin de montrer quelle était sur cette question la pensée des membres de l'Assemblée Nationale de 1849.

Voici les motifs qu'exposa le citoyen Billaut en faveur de l'amendement au projet de la commission :

« Il paraît nécessaire de vous présenter tout
« d'abord une considération qui établit une notable
« différence entre la réhabilitation en matière de
« faillite et la réhabilitation en matière de délits ou
« de crimes.

« Quand un homme coupable d'un crime ou
« d'un délit a été condamné, il dépend toujours de
« lui, et de lui seul, par sa bonne conduite, de ra-

« cheter son passé et de conquérir sa rentrée dans
« la vie politique. (*Très bien.*) Quand au contraire,
« par le malheur des affaires, un homme a perdu sa
« fortune et manque de payer intégralement ses
« créanciers, quelle que soit sa probité ultérieure,
« quelque bonne que soit sa conduite, il ne dépend
« pas de lui le moins du monde de reconquérir sa
« fortune. (*C'est cela, très bien.*) Il faut donc séparer
« profondément ces deux idées : la possibilité de
« reconquérir l'honneur qui appartient à tous et la
« possibilité de reconquérir la fortune, qui n'appar-
« tient d'une manière absolue à personne et que le
« hasard seul peut favoriser. (*Très bien.*)

« Cette considération, Messieurs, vous a profon-
« dément touchés, mais il en est d'autres d'une
« équité qui nous semble absolue. Que voulez-vous
« punir dans la faillite ? Est-ce l'impuissance de
« payer les dettes, ou bien est-ce l'immoralité qui
« a amené cette impuissance ?

« Si vous voulez punir l'impuissance de payer
« ses dettes, élargissez le cercle de vos prohibitions.
« (*C'est cela.*)

« Il y a bien d'autres hommes que les commer-
« çants dans l'impuissance de payer leurs dettes.
« Proclamez aussi que les insolvable civils sont
« incapables d'être électeurs. (*Très bien, très bien.*)
« Vous pouvez si peu décider que l'insolvabilité
« prive du droit électoral que vous n'avez pas même
« osé décider qu'elle privait du caractère de repré-

« sentant, et qu'en autorisant la saisie absolue de
« l'indemnité législative par les créanciers, vous
« avez respecté le représentant lui-même, quoique
« évidemment insolvable et donnant le scandale
« de poursuites exercées par ses créanciers.

« Comment, quand vous ne fermez pas cette
« enceinte à l'individu insolvable et poursuivi,
« pouvez-vous refuser à l'homme déclaré par ses
« pairs, par les juges du tribunal de commerce,
« parfaitement excusable et ne devant son insolvabilité qu'au malheur, pouvez-vous lui refuser
« non pas le droit d'éligibilité, mais le droit d'élire
« accordé par la Constitution à tous les citoyens ?

« Remarquez qu'il ne s'agit pas même pour le
« failli déclaré excusable ou ayant obtenu un concordat de le déclarer éligible ; vous l'avez permis
« à l'insolvable civil, vous continuerez de le défendre
« à l'insolvable commerçant ; mais du moins que
« pour le droit d'élire le débiteur commerçant qui
« a été l'excusé de la justice ne soit pas mis dans
« une plus mauvaise situation que le débiteur civil
« qui n'a été l'excusé de personne. (*Très bien.*)

« On dit qu'il faut resserrer encore le frein aux
« spéculations scandaleuses ; on a parfaitement
« raison. Mais savez-vous qui relâche ce lien ? C'est
« de confondre dans la même sévérité l'innocent et
« le coupable, l'honnête homme et le fripon. Or
« qui pourra faire cette distinction ? Ce ne sera sûrement pas la mesure générale que l'on vous propose

« de voter ; ceux qui sont chargés de le faire, qui
« ont reçu cette mission de la loi commerciale
« même, ce sont les juges consulaires, intéressés
« plus que d'autres, soyez-en bien sûrs, à une véri-
« table, mais équitable sévérité¹. »

L'amendement, avons-nous dit, fut adopté par 501 voix contre 212.

Ainsi les membres de l'Assemblée Nationale étaient déjà très frappés de ce que la loi traitât différemment les débiteurs civils et les débiteurs commerçants, qu'elle réservât toute sa sévérité pour ces derniers, alors même qu'ils avaient obtenu un concordat ou qu'ils avaient été déclarés excusables par leurs créanciers et qu'elle n'édicât aucune déchéance envers les débiteurs civils insolvables : ils voyaient là un manque de logique. C'est le trait que nous signalions au début de cette étude.

Il y eut d'autres amendements proposés, en grand nombre ; c'est ainsi que le citoyen Béranson proposait celui-ci :

« Les faillis concordataires ne seront admis à exercer leur droit électoral que lorsqu'ils auront acquitté leurs dividendes. Pour justifier de sa libération, le failli concordataire procédera conformément aux articles 603 et suivants du Code de commerce. »

Dans un sous-amendement, le citoyen Penée disait :

1. Collection des lois et décrets, 1849.

« ...Lorsqu'ils n'auront pas acquitté leurs dividendes échus. »

La majorité de la commission repoussa cette double proposition :

« Votre commission a pensé, dit le citoyen Billaut à la séance de l'Assemblée, que cette proposition n'irait pas au but, ou plutôt irait en sens inverse du but que vous avez voulu atteindre ; elle priverait de leur droit électoral les faillis ayant obtenu un concordat jusqu'à l'époque où leurs derniers dividendes auront été payés. En effet, voici ce qui arrive.

« Quand les créanciers ont confiance dans la probité, dans la bonne conduite du failli, ils lui accordent des termes prolongés ; quand au contraire ils ont peu de confiance dans sa bonne foi, ils exigent le plus possible de paiements comptants. Ce serait précisément aux faillis de cette dernière catégorie que le droit électoral appartiendrait immédiatement, et l'homme de bonne foi dans lequel les créanciers ont eu confiance et auquel ils auraient, à raison de cette confiance, accordé de longs délais pour les rembourser, celui-là serait précisément privé, pendant plusieurs années peut-être, de son droit électoral. Cette considération a paru décisive à la majorité de votre commission. Et puis, enfin, il y a quelque chose de plus décisif encore : c'est que, quand un dividende n'est pas payé, chacun des créanciers a le droit, en vertu de l'article 520

du Code de commerce, de réclamer la résolution du concordat et la remise en faillite du débiteur. La commission a pensé que cette sanction était suffisante, et que du moment que chacun des créanciers avait en sa main l'arme pour arrêter le failli concordataire, le faire retomber dans la faillite, et, par là, le priver de son droit électoral, les intérêts de toute espèce se trouveraient suffisamment garantis. »

Dans sa séance du 16 février, l'Assemblée repoussa un amendement présenté par le citoyen Huet qui avait pour objet de comprendre parmi les incapables « l'héritier immédiat détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle du failli ».

Les étapes que nous venons de parcourir en passant en revue les diverses lois constitutionnelles nous montrent déjà un certain adoucissement de la rigueur avec laquelle l'ancien droit regardait l'état d'insolvabilité. Nous avons vu d'abord que l'insolvabilité des commerçants se distingua de celle des non-commerçants, et qu'à celle-là seulement furent attachées des déchéances politiques ; que ces déchéances se concentrèrent exclusivement sur la tête du failli, épargnant ses héritiers immédiats. Enfin les faillis concordataires ou déclarés excusables peuvent maintenant échapper aux incapacités électorales. Mais une distinction est faite entre l'électorat et l'éligibilité, et aucun failli n'est éligible à moins qu'il ne soit réhabilité.

Nous pouvons en outre mentionner deux décrets

qui montrent qu'en 1848 des sentiments d'indulgence pour les faillis se faisaient jour : le décret du 19 mars 1848 qui autorisait les tribunaux de commerce, sous certaines conditions, à accorder un sursis de trois mois aux débiteurs qui ne pouvaient tenir leurs engagements commerciaux.

Le décret du 22 août 1848 qui disait dans son article premier :

« Les suspensions ou cessations de paiement survenues depuis le 24 février jusqu'à la promulgation du présent décret, bien que régies par les dispositions du livre III du Code de commerce, ne recevront pas la qualité de faillite et n'entraîneront l'incapacité attachée à la qualité de failli que dans le cas où le tribunal de commerce refuserait d'homologuer le concordat, ou en l'homologuant ne déclarerait pas le débiteur affranchi de cette qualification. »

Mais ces sentiments favorables pour les faillis ne durèrent pas. La marche vers une législation plus douce fut soudain interrompue par le décret de 1852.

En effet, l'article 15, § 17, du décret organique du 2 février 1852 était ainsi rédigé :

« Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales : les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugement rendu exécutoire en France. »

Ce décret combiné avec la loi du 9 décembre 1884 sur l'élection des sénateurs règle encore

aujourd'hui les incapacités électorales et, en ce qui concerne notre matière, il a conservé son application intégrale jusqu'à la loi du 4 mars 1889 ; une seule exception cependant en a fait fléchir la rigueur :

« Les événements de 1870 amenant un grand nombre de suspensions de paiements, on revint à l'indulgence, comme en 1848, par un décret du 7 septembre, rendu seulement à titre de mesure temporaire. Ce décret a été maintenu en vigueur par des prorogations successives jusqu'au 31 mars 1872.

« M. Ducuing, après avoir obtenu la première prorogation, avait présenté un projet de loi qui, sans imposer aucune condition au concordat autre que la majorité légale et l'homologation, affranchissait le débiteur concordataire du nom de failli et des incapacités légales qui y sont attachées. Le projet fut retiré par son auteur à la suite d'un rapport très remarquable et très motivé de M. Le Royer, le 15 mai 1872¹. »

1. Courcelle-Seneuil, *op. cit.*

IV

LA LOI DE 1889.

Cependant, vers 1870, la question de la réforme de la législation des faillites était vivement agitée dans le public ; de nombreuses critiques étaient dirigées contre la rigueur du Code de 1807, de la loi de 1838 ; les esprits inclinaient à des dispositions plus bienveillantes envers les faillis ; ces sentiments favorables devaient se maintenir, ils n'ont fait que croître jusqu'aux lois les plus récentes ; un souffle nouveau allait passer sur la vieille législation de la faillite, battre en brèche les anciennes conceptions, ramener des notions sans doute plus conformes à l'état social actuel.

On était frappé de ce fait que le nombre des faillites allait sans cesse en augmentant : de 1817 à 1826, le nombre moyen annuel des déclarations de faillites était de 1.227 ; de 1841 à 1845, il s'élevait à 2.893 ; de 1856 à 1860, à 3.994 ; de 1866 à 1870, à 5.327 ; de 1881 à 1885, à 7.313 ; l'actif des faillites, d'autre part, était généralement peu important par rapport au passif ; le nombre des faillites dont les

opérations étaient clôturées par insuffisance d'actif augmentaient sans cesse ¹.

Ces fâcheux résultats, disaient les partisans d'une réforme, viennent des vices de la loi de 1838 ; elle a eu le tort de traiter d'une façon également rigoureuse le commerçant victime d'événements imprévus et celui dont les embarras sont dus à des fautes ou à des imprudences graves.

Sans doute il y a la banqueroute simple et la banqueroute frauduleuse. Mais parmi les simples faillis il y a des différences nombreuses. Or la loi n'en tient pas compte ; elle applique à tous les commerçants qui cessent leurs paiements la qualification infamante de faillis et elle les frappe tous d'une dégradation civique partielle. Les incapacités d'ordre politique une fois encourues ne cessent que très difficilement. Le concordat fut-il exécuté avec la plus parfaite exactitude ne fait recouvrer au failli aucun de ses droits. La déclaration d'excusabilité prononcée par le tribunal après l'union n'a qu'une valeur morale. La réhabilitation seule fait cesser les incapacités. Elle est fort difficile à obtenir ; elle suppose le paiement intégral des dettes en capital et intérêts. Aussi les réhabilitations prononcées par les cours d'appel sont-elles peu nombreuses : de 1878 à 1880 il y en eut 120, soit en moyenne 22 par an.

Cette rigueur de la loi à l'égard des commerçants

1. *Annuaire de législation française* (1889).

même honnêtes, a eu, disait-on, des conséquences déplorables pour les créanciers. Effrayés par les sévérités légales, les commerçants ne déposent pas leur bilan. Ils recourent aux moyens les plus divers pour éviter la faillite. Parfois ils ne font ainsi qu'augmenter leur insolvabilité. Les créanciers finissent par faire sans doute prononcer la faillite. Mais alors l'actif est considérablement réduit. Cela explique l'accroissement du nombre des clôtures pour insuffisance d'actif et la diminution de l'importance des dividendes.

En ce qui concerne les déchéances politiques, elles paraissaient particulièrement graves sous le régime du suffrage universel, où l'électorat et l'éligibilité sont considérés comme des droits primordiaux. Telle était même la question qui préoccupait le plus les esprits à cette époque. En effet, quand depuis 1872 jusqu'en 1888 les pouvoirs publics furent assaillis de pétitions et de réclamations demandant une réforme de la législation des faillites, un des principaux vœux formulés était qu'une loi nouvelle, plus clément, laissât intacte la capacité politique du commerçant. On se fondait sur cette idée qu'une liquidation soit à l'amiable, soit en justice, survenue entre un débiteur de bonne foi et ses créanciers, devait respecter les droits politiques, cette matière-ci n'ayant en somme que des rapports négligeables avec la capacité commerciale et les fonctions de commerçant.

Les considérations politiques étaient tellement dominantes que l'on a pu dire que la loi de 1889 était surtout dirigée vers le but de diminuer le nombre des personnes privées du droit d'électorat.

Afin d'adoucir les rigueurs de la loi ancienne à l'égard du commerçant malheureux et de bonne foi, des propositions, des projets de loi se succédèrent au Parlement depuis 1878, qui devaient finalement aboutir à la loi du 4 mars 1889, c'est-à-dire à l'organisation de la liquidation judiciaire.

En 1878, un comité composé de commerçants se réunit à Paris pour discuter les modifications à apporter au Code de commerce en ce qui concernait la faillite.

Ce comité se livra à une enquête, dressa un questionnaire qui fut envoyé aux Chambres de commerce, aux tribunaux de commerce, aux associations syndicales et parvint à rédiger une proposition que M. Saint-Martin, député de Vaucluse, et un grand nombre de ses collègues déposèrent à la Chambre des députés le 15 février 1880.

Cette proposition refondait tout le livre III du Code de commerce. Elle établissait que la faillite serait remplacée par la cessation de paiements, laquelle ne pourrait être prononcée que dans les cas déterminés par la loi et jamais d'office par le tribunal. En dehors des déchéances résultant de condamnation pour banqueroute, le débiteur en état

de cessation de paiements n'était privé d'aucun de ses droits civils ou politiques.

M. Saint-Martin présentait ainsi son projet (*Doc. parl.*, Chambre, 1880, p. 7610) :

« La proposition de loi qui suit se trouve donc être l'expression d'un sentiment général. C'est le résumé substantiel des aspirations du monde commerçant dans notre pays. Cette longue étude préparera une législation mieux adaptée aux nécessités actuelles, plus conforme à nos mœurs civiles et commerciales que la loi surannée de 1838. Le pays, nous le répétons, attend de la Chambre une réforme profonde de notre législation si défectueuse des faillites ; la proposition que je sou mets à la Chambre a pour but de faciliter la solution si longtemps attendue sur ce point. »

D'autre part, dès le 3 avril 1879, la Chambre avait été saisie d'une proposition de loi sur les concordats amiables par MM. Desseau, Dautresme et R. Waddington. (*Journ. off.*, 1886, Chambre, Annexe, p. 4026.)

La législature prit fin avant que la commission spéciale nommée pour examiner ces propositions en eut achevé l'examen. M. Saint-Martin et ses collègues déposèrent de nouveau leur proposition de loi à la Chambre des députés le 15 novembre 1881. (*Journ. off.*, déc. 1881. Chambre, *Doc. parl.*, p. 181.)

Sur la demande du gouvernement, la Chambre

des députés vota le 2 mars 1882 une résolution tendant à ce que le Conseil d'Etat préparât un projet de loi sur la matière. Ce projet fut présenté à la Chambre le 27 juillet 1882. Il avait été au Conseil d'Etat l'objet d'un rapport de M. Courcelle-Seneuil qui servit d'exposé des motifs. M. Courcelle-Seneuil y déclarait la nécessité de distinguer le débiteur honnête et le débiteur coupable, mais il critiquait le projet de M. Saint-Martin qui « supprime la faillite, ce qui est absolument contraire au point d'honneur commercial. Le Code de commerce suppose que tous les débiteurs sont malhonnêtes et qu'il y en a de coupables ; le projet de M. Saint-Martin suppose qu'il n'y a que des débiteurs innocents et des débiteurs coupables. Entre l'innocence complète et le délit ou le crime, il ne connaît pas de nuance intermédiaire ; le débiteur qui n'est pas banqueroutier ne doit être marqué d'aucune tache ».

Et il proposait de ne rien innover en ce qui touche le débiteur failli. (*Doc. parl.*, Chambre, 1882, 12 juillet.)

« Une question plus délicate se présente : le débiteur en état de cessation de paiement, déclaré non failli, doit-il demeurer absolument indemne, à l'égal de celui qui n'a jamais suspendu ses paiements, ou du réhabilité ? — Le point d'honneur commercial n'admet point cette égalité. La loi doit-elle lui obéir ou le combattre. Votre section a pensé qu'il fallait le respecter et lui obéir, en faisant sentir, bien que

légèrement, la discipline commerciale à celui qui l'a enfreinte, même sans le vouloir.

Sans infliger au débiteur malheureux toutes les incapacités légales qui frappent le failli, on peut utilement l'exclure des honneurs commerciaux, des fonctions de membre d'une Chambre de commerce, d'un Conseil de prud'hommes et ne pas l'admettre à concourir aux élections qui confèrent ces fonctions. C'est une disposition purement disciplinaire qui, comme les sentences exigées par les besoins de la discipline militaire, n'emporte aucune flétrissure. »

En ce qui concerne les incapacités, le projet Courcelle-Seneuil était ainsi rédigé :

« Le débiteur en état de suspension de paiement qui n'a pas été déclaré failli, ne peut concourir ni comme électeur ni comme éligible aux élections de la Chambre de commerce, du tribunal de commerce et du conseil des prud'hommes. Il n'encourt aucune autre incapacité civile ou politique.

« Le débiteur déclaré failli encourt toutes les incapacités civiles et politiques édictées par les lois contre les faillis. »

Ainsi apparaît une différenciation entre les deux ordres de déchéances : le débiteur concordataire, le débiteur en état de cessation de paiement, continueront de jouir de leurs droits politiques, mais ils seront frappés dans leur capacité professionnelle. La notion d'une faute commerciale, dans le fait de la faillite, punie d'une peine strictement commer-

ciale, tente de s'introduire ici. Ce projet fut discuté par la commission de la Chambre ; le rapporteur, M. Laroze, proposait, dans ses rapports du 16 février 1884 et du 25 février 1886, un système un peu différent. (*Doc. parl.*, 1884, Chambre, n° 2632, annexe au procès-verbal de la séance du 10 février 1884.)

Le principe de la réforme était toujours le même, consistant en ceci que la cessation de paiement n'entraînerait pas nécessairement la faillite et que le débiteur pourrait l'éviter en demandant le bénéfice de la liquidation judiciaire, mais « une des questions les plus sérieuses était celle des incapacités qui doivent résulter soit de l'état de liquidation judiciaire terminée par un concordat, soit de l'état de faillite. » On était tenté de faciliter la liquidation judiciaire, d'engager les commerçants à y recourir fréquemment, par la suppression de toute incapacité ; cependant le « souci de l'honneur commercial » commandait de frapper d'une légère déchéance le liquidé concordataire. Aussi fut-il décidé :

que le débiteur concordataire après liquidation judiciaire, tout en gardant ses droits politiques, conserverait ses droits d'électeur aux tribunaux et Chambres de commerce, Conseils de prud'hommes et Chambres consultatives des arts et manufactures, mais ne pourrait être élu à ces diverses fonctions ;

que si le bénéficiaire de la liquidation judiciaire lui

était refusé, il serait déclaré en état de faillite par un jugement public et affiché, et à partir de ce moment tous ses droits électoraux, de quelque nature qu'ils fussent, seraient suspendus jusqu'au moment où il serait statué sur son excusabilité ;

que déclaré excusable il reprendrait ses droits d'électeur, mais ne serait éligible à aucune fonction ;

que non déclaré excusable, il serait soumis à toutes les incapacités édictées par les lois en vigueur contre les faillis.

Ainsi ce système distinguait entre l'électorat et l'éligibilité : le liquidé judiciaire reste, politiquement, électeur et éligible ; commercialement, il n'est qu'électeur. D'autre part l'excusé reste électeur, mais n'est éligible à aucune fonction élective ; au contraire, dans ce dernier cas, aucune distinction n'était faite entre les déchéances politiques et les déchéances commerciales. Aussi le projet du Conseil d'Etat nous semble-t-il plus rationnel.

Il y eut plusieurs autres projets soumis à la Chambre : celui de M. Millerand, le 17 mai 1888, ainsi rédigé (*Doc. parl.*, Chambre, 1888, annexe n° 2.491) :

Art. 1^{er}. — Tout commerçant qui cesse ses paiements est tenu d'en faire la déclaration dans les dix jours au greffe du tribunal de commerce de son domicile. Sur le vu de cette déclaration, le tribunal prononcera la suspension de paiements.

Art. 2. — Si le débiteur qui a satisfait aux pres-

criptions de l'article 1^{er} obtient son concordat, et si ce concordat est homologué par le tribunal, la déclaration de faillite ne sera point prononcée contre lui et il sera par suite affranchi de toutes les incapacités que la loi y attache.

Art. 3. — Même dans le cas où le commerçant aurait laissé passer le délai prescrit par l'article 1^{er}, pour la déclaration de cessation de paiement, ou dans le cas où il n'aurait point obtenu son concordat, le tribunal, s'il juge le débiteur excusable, pourra ne pas prononcer contre lui la déclaration de faillite et l'affranchir aussi des incapacités légales.

Art. 4. — Toutes les dispositions du Code de commerce qui ne sont pas modifiées par la présente loi continueront à recevoir leur application.

Ce projet était, nous le voyons, d'une extrême indulgence : le débiteur concordataire était affranchi de toute incapacité ; de même celui que le tribunal aura jugé excusable.

Le contre-projet de M. Maxime Lecomte, présenté le 19 mai 1889, était ainsi compris :

Art. 1^{er}. — Tout commerçant qui cesse ses paiements et qui en fait la déclaration au greffe du tribunal de commerce de son domicile avant toute poursuite de la part des créanciers ou déclaration d'office par le tribunal est en état de suspension de paiements.

Art. 2. — Dans le cas de l'article précédent, les dispositions du livre III du Code de commerce

seront appliquées, sauf que la qualification de failli et les conséquences de cette qualification au point de vue des incapacités seront réservées et ne s'appliqueront au débiteur que s'il n'obtient pas de concordat, ou si le concordat n'est pas homologué.

Art. 3. — Le failli non réhabilité ne pourra être ni électeur ni éligible pour la formation des Tribunaux de commerce, des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures, et des Conseils de prud'hommes ; il ne pourra représenter les parties devant les tribunaux de commerce.

Les autres déchéances édictées par les lois antérieures ne frapperont que l'individu condamné pour banqueroute.

Ces deux projets furent discutés et repoussés à la Chambre le 16 octobre 1888.

Dans la séance du 18 octobre, M. de la Batie déposa un amendement au projet de la commission :

« Le débiteur dont le concordat est homologué n'encourt d'autre incapacité que celui d'être inéligible à tous emplois et à tous conseils publics ou politiques soumis à l'élection. » (*Doc. parl., Chambre, 1888, p. 2222 et s.*)

M. de la Batie ne pouvait admettre le point de vue de déchéances seulement commerciales :

« Il n'est pas admissible que celui que la commission elle-même juge incapable de remplir la modeste fonction de membre d'une Chambre con-

sultative des arts et manufacture puisse être sénateur ou député. Si cet homme n'est pas absolument indigne d'être éligible et de remplir les fonctions sociales et politiques, il est au moins imprudent et fâcheux de lui laisser l'accès de ces fonctions. »

M. Laroze objectait à M. de la Batie qu'il faisait alors échec à cette disposition fondamentale de la loi électorale qui déclare que tout électeur est éligible. L'amendement de M. de la Batie fut repoussé et il en fut de même pour celui de M. Chevilotte, qui cependant se renfermait dans des pénalités exclusivement professionnelles, puisqu'il décidait :

« Le débiteur dont le concordat est homologué n'encourt d'autre incapacité que l'interdiction d'être électeur et éligible aux fonctions de membre du tribunal de commerce. »

L'idée de M. Chevilotte n'était-elle pas pourtant plus juste que celle de la commission de la Chambre qui laissait subsister pour le débiteur concordataire le droit d'être commercialement électeur ?

La commission de la Chambre, nous l'avons vu, avait admis pour le liquidé, le failli déclaré excusable, le failli non déclaré excusable, une échelle de déchéances variant avec la faute du commerçant malheureux. A la séance du 20 octobre, MM. Lecomte et Rabier proposèrent un amendement tendant à priver le failli non excusable du droit d'électorat en matière commerciale, car, selon eux, la déclaration d'excusabilité résultant de l'appréciation

des intéressés, c'est-à-dire des créanciers, et d'une décision du tribunal de commerce, il importait de ne pas laisser à l'arbitraire des tribunaux de commerce l'état et la capacité des personnes. Dans leur argumentation, ils défendaient le point de vue d'incapacités réduites au seul domaine des élections politiques :

« Il est certain que la dignité du citoyen est intacte chez le débiteur malheureux qui n'a pas commis de délit. Il n'a commis aucun délit et il est atteint uniquement, si on peut ainsi dire, comme citoyen commerçant.

« ... Il n'y a eu qu'une faute commerciale commise et l'on comprend très bien que la faute ayant un caractère commercial, les déchéances et les incapacités aient le même caractère. »

Ce point de vue nous semble parfaitement juste ; il ne fut cependant point adopté par la Chambre qui maintint sa primitive manière de voir. Le Sénat ne partagea pas cette opinion ; il proposait un système différent qu'il finissait par faire prévaloir. (11 janvier 1889, 2 mars 1889.)

Le rapporteur au Sénat fit d'abord remarquer qu'au point de vue de l'incapacité politique le concordat n'avait pas d'importance, puisque « les incapacités ne peuvent être que la conséquence d'une situation morale révélée par les faits ». La conclusion était de faire « au débiteur en état de liquidation judiciaire une situation invariable, quel que

soit le résultat des opérations de la liquidation ».

« La Chambre, ajoutait le rapporteur, ne frappe le débiteur concordataire que d'une inéligibilité particulière, que l'on pourrait appeler l'inéligibilité commerciale. Cela est assurément juste. Mais il faut aller plus loin.

« Celui qui ne peut être juge consulaire ou juge prud'homme ne peut être appelé au Parlement national, non plus que dans un Conseil départemental ou municipal. Aussi nous vous proposons de décider que, jusqu'à réhabilitation, le commerçant en état de liquidation judiciaire ne peut être nommé à aucune fonction élective. »

Cette théorie du Sénat est celle que la loi du 4 mars 1889 a consacrée dans son article 21 :

« A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut être nommé à aucune fonction élective ; s'il exerce une fonction de cette nature, il est réputé démissionnaire. »

Donc, la seule incapacité résultant de l'état de liquidation judiciaire est la prohibition faite au débiteur d'occuper une fonction élective, quelle qu'elle soit, et l'obligation de se démettre d'une fonction de ce genre s'il en occupe une au jour du jugement déclaratif. Le débiteur liquidé judiciairement reste électeur, tant électeur politique qu'électeur commercial. Il semble que tel était le but principal que voulaient atteindre les partisans les plus décidés de la nouvelle loi.

Ainsi avec cette loi toute une catégorie de taillis recouvre le droit de vote : c'est un premier pas des faillis vers la conquête de leur capacité politique. Cependant le législateur fait une distinction entre l'électorat et l'éligibilité et déroge ainsi au principe fondamental qui déclare que « tout électeur est éligible ».

V

LA LOI DU 30 DÉCEMBRE 1903.

L'ancienne législation de la faillite va subir une attaque plus rude encore en 1903. Avec la loi du 15 décembre, un pas nouveau est fait vers l'indulgence et vers la suppression des incapacités politiques. — Jusqu'à présent, en effet, ces incapacités ne prennent fin que par la réhabilitation, d'une façon complète ; ou bien d'une façon partielle si le commerçant honnête mais malheureux se trouve dans une situation digne d'intérêt que le tribunal apprécie, s'il est en état de liquidation judiciaire. — Avec la législation nouvelle, certaines de ces incapacités ne seront plus que temporaires : le délai de dix ans écoulé sera suffisant pour faire recouvrer au failli ses droits électoraux. D'autre part, la réhabilitation est rendue possible pour certaines catégories de faillis.

Pendant cette marche en avant est encore timide et confuse ; le législateur ne sait pas aborder de front le problème, il persiste à distinguer l'électorat et l'éligibilité, à ne pas séparer, au contraire, les deux ordres de déchéances.

Mais avant d'apprécier cette loi, nous allons montrer d'une façon rapide comment elle s'est élaborée.

Disons tout d'abord que l'une des raisons principales de cette évolution nouvelle paraît devoir être recherchée dans les réformes réalisées par la législation en matière pénale ¹. La loi pénale, en effet, tempère sa rigueur envers les condamnés. (Loi du 5 août 1899.)

Le commerçant, pouvait-on dire, qui a encouru la faillite, fût-ce pour des causes n'engageant que faiblement sa responsabilité ou ne l'engageant d'aucune manière, subit des déchéances de même ordre qu'un inculpé flétri par une condamnation prononcée en cour d'assises ou en police correctionnelle : il cesse de pouvoir exercer ses droits politiques, ainsi qu'un certain nombre d'attributs de la vie commerciale, comme la faculté d'être admis à l'escompte de la Banque de France.

Celle de ces deux personnes qui, toutes différences gardées, mérite le plus d'égards et envers laquelle il convient d'user de la plus grande somme d'indulgence, est la première. Or c'est le résultat contraire, dirait-on, que consacre la législation. Les déchéances civiques s'attachent aux faillis avec plus de persistance qu'aux libérés de maison centrale. L'individu condamné par une juridiction répressive

1. Thaller, *Annales de législation française*, 1903, notice.

dispose, en effet, d'après la loi du 5 août 1899, du bénéfice de la réhabilitation de droit. Il suffit qu'un délai de durée d'ailleurs variable se soit écoulé depuis l'expiration de sa prison sans condamnation nouvelle pour que l'intéressé rentre dans ses droits de citoyen. Cette même loi a en outre organisé des délais plus courts encore que le précédent, afin d'épargner à l'ancien condamné l'inscription au bulletin numéro 3 de son casier judiciaire d'une ancienne condamnation pénale dont il aurait été l'objet. Mais, continuait-on, à l'égard du commerçant failli, il n'y a rien de semblable. Le seul moyen pour lui d'effacer la tache de la faillite et de se réintégrer dans ses droits civiques consiste dans la réhabilitation commerciale prononcée par la cour d'appel. Cette réhabilitation exige uniformément le remboursement préalable de tout son ancien passif en principal, en intérêts et frais, même en cas de concordat ou de déclaration d'excusabilité, et, de plus, elle est absolument refusée au banqueroutier frauduleux.

Les seules atténuations apportées à ce régime portent d'une part sur la conservation par la personne bénéficiant de liquidation judiciaire de ses droits électoraux, et, d'autre part, sur la non-inscription au cahier judiciaire des jugements de faillite après homologation de concordat ou après déclaration d'excusabilité. (5 août 1899.)

Les réformes dans l'ordre de la réhabilitation cri-

minelle eurent donc un contre-coup en 1903, comme elles en auront également en 1908. Nous verrons que constamment en 1900, en 1903, dans les rapports et les discussions où la loi de 1903 fut élaborée, une comparaison est faite entre la situation du failli et celle du condamné de droit commun. Même avant la loi de 1889, de divers côtés se manifestait l'opinion que le régime du failli était trop dur : les projets de réforme qui ne devaient aboutir qu'en 1903, remontent à 1884. A la suite de deux propositions d'initiative parlementaire, le garde des sceaux Humbert avait déposé un projet de loi sur lequel la Cour de cassation fut consultée¹. Elle proposa, sur le rapport de M. le Président Larombien, une disposition qui permettait au tribunal de commerce, en homologuant le concordat, de rapporter le jugement déclaratif, moyennant des conditions multiples et assez compliquées. Ce jugement passé en face de chose jugée équivalait à une réhabilitation ; il laissait cependant subsister l'inéligibilité.

La question de la réhabilitation fut agitée d'une façon incidente au cours des travaux préparatoires de la loi de 1889. M. Laroze, en 1887, proposait deux modifications au titre de la réhabilitation, à propos desquelles MM. Vergoin, Chantagrel, Saint-Martin et Barré, membres de la commission, déposèrent

1. Brégeault, *Nouvelle réhabilitation des faillis*, 1903.

un amendement : la réhabilitation serait accordée au failli qui produirait une quittance de chacun de ses créanciers, déclarant que ceux-ci l'ont libéré du capital, des frais et de cinq ans d'intérêts.

Cette innovation, M. Laroze le fit observer, était très grave. Elle renversait la théorie de la réhabilitation, telle qu'elle avait été jusque-là comprise : le principe d'une seule réhabilitation subordonnée au paiement intégral et résultant d'un acte de l'autorité publique, indépendante de la volonté des créanciers et ne pouvant être remplacée par une libération venant d'une remise volontaire.

Cet amendement fut d'ailleurs rejeté par la commission de 1886, mais il montre bien qu'une nouvelle idée de la réhabilitation se faisait jour.

De nouveau la question fut examinée au cours des débats. MM. Chantagrel, Saint-Martin, Barré et Vergoin, présentèrent la disposition suivante, additionnelle à l'article 20 :

« Si toutefois, dans le cours des opérations, le débiteur paie ses dettes, intérêts et capital, les incapacités encourues et les autres effets de la liquidation judiciaire et de la faillite cessent de plein droit. » (Chambre, 20 octobre 1888.)

Cet amendement ayant été repoussé, ils proposèrent un nouvel article qui reproduisait leur amendement de 1886 :

« La réhabilitation sera accordée sur quittance légale de chacun des créanciers, se déclarant inté-

géralement désintéressé en principal, intérêts et frais.

« La justification du paiement des intérêts ne sera pas exigible au delà de cinq ans. »

Mais ils n'eurent pas plus de succès auprès de la Chambre.

Du reste le remaniement de la réhabilitation ne rentrait pas dans le cadre de la loi de 1889. C'est pourquoi ni la Chambre ni le Sénat n'acceptèrent les diverses propositions qui s'occupaient de cette question. La réhabilitation faisait toutefois son apparition dans la loi du 4 mars 1889. Que disait, en effet, l'article 25, sous forme de dispositions transitoires ?

« Le commerçant en état de cessation de paiement, dont la faillite n'aura pas été déclarée, ou
« dont le jugement déclaratif de faillite ne sera pas
« devenu définitif à la date de la promulgation de la
« présente loi, pourra obtenir le bénéfice de la
« liquidation judiciaire. Cette faculté s'exercera
« devant la juridiction saisie. La requête devra
« dans tous les cas être présentée dans la quinzaine
« de la promulgation.

« Les faillites déclarées antérieurement à cette
« promulgation continueront à être régies par les
« dispositions du Code de commerce. Sont toutefois
« applicables à ces faillis les dispositions de la présente loi, concernant l'institution des contrôleurs.

« Le jugement qui homologuera le concordat

« obtenu par le débiteur, dont la faillite aura été
« déclarée antérieurement à la promulgation de la
« présente loi, ou qui déclarera celui-ci excusa-
« ble, pourra décider que le failli ne sera soumis
« qu'aux incapacités édictées par l'article 21 contre
« les débiteurs admis à la liquidation judiciaire.

« Cette disposition sera applicable à tout ancien
« failli qui aura obtenu son concordat ou qui aura
« été déclaré excusable. Il devra saisir par requête
« le tribunal de commerce qui a déclaré sa faillite
« et produire son casier judiciaire. Cette requête
« sera affichée pendant quinze jours dans l'audi-
« toire; le Tribunal statuera en Chambre du Conseil.
« Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

« L'inscription sur les listes électorales pourra
« être faite, à la suite de ces formalités, jusqu'à la
« date de la clôture des listes, le 31 mars. »

Qu'était cette disposition, sinon une réhabilita-
tion partielle en faveur des commerçants qui, ayant
été déclarés en faillite avant la promulgation de la
loi, n'avaient pu bénéficier du régime de faveur
qu'elle instituait ?

Le tribunal de commerce, en homologuant leur
concordat, en les déclarant excusables, pouvait
décider qu'ils ne seraient soumis qu'à la seule
déchéance édictée par l'article 21 contre les liquidés
judiciaires, c'est-à-dire l'inéligibilité.

D'autre part, les anciens faillis étaient appelés à
bénéficier de cette disposition en saisissant par voie

de requête le tribunal qui avait prononcé la faillite. Le tribunal statuait après un certain délai, sans recours possible. C'était l'embryon de la loi de 1903.

Il résulte d'un rapport de M. Lauraine à la Chambre que le nombre des requêtes présentées en vertu de cette mesure transitoire s'élevait, en juin 1903, à 4.301, sur lesquelles 869 seulement avaient été admises par les tribunaux de commerce.

Cependant le 11 avril 1889 fut déposée, sans succès d'ailleurs, par MM. Millaud et Bardoux, une proposition de loi qui avait pour but de modifier les conditions de la réhabilitation commerciale.

Mais M. Bérenger reprit, avec MM. Millaud, Bardoux, Demôle, Ganeau, Velten et Guyot, ces intentions et ces projets, dans la proposition qu'il déposa au Sénat le 15 février 1900. — M. Bérenger y faisait ressortir l'inégalité injuste subsistant entre les condamnés de droit commun et les faillis :

« Les conditions et les formes spéciales auxquelles le Code de commerce et la loi de 1838 ont subordonné la réhabilitation commerciale, n'ont pas permis de faire profiter le commerçant failli des adoucissements que des lois récentes, notamment celle du 5 août 1899, ont apportés à notre législation sur la réhabilitation pénale et le casier judiciaire. Il en résulte au détriment de toute une catégorie de personnes souvent plus dignes d'intérêt que celles dont ces lois ont justement allégé l'infortune, un état d'inégalité qui blesse gravement la justice et

doit appeler sans retard la sollicitude du législateur.»

Il critiquait la rigueur excessive de la loi de 1838 et les conditions « draconiennes » auxquelles elle subordonnait la réhabilitation.

Il voulait créer deux sortes de réhabilitation commerciale : la réhabilitation de droit, résultant comme par le passé de l'acquittement intégral du passif, et la réhabilitation facultative, réservée aux faillis malheureux et honnêtes. La première était cependant gravement modifiée sur plusieurs points : dispense de payer les frais, réduction des intérêts à cinq ans et surtout assimilation au paiement intégral, soit du concordat exécuté, soit de la remise de dettes par les créanciers, soit de leur consentement à la réhabilitation, dont ils devenaient ainsi en réalité les seuls juges.

Quant à la seconde « récompense de l'effort sincère », elle était accessible au failli qui, après dix années de conduite sans reproches, justifierait qu'il avait fait tous ses efforts pour s'acquitter et qu'il s'était trouvé dans l'impossibilité matérielle de le faire.

Ainsi on prenait modèle sur la réhabilitation pénale. Par le seul effet du temps écoulé, le failli rentrait dans les droits dont l'avait privé le jugement de déclaration de faillite. De même que le projet de MM. Chantagrel et Vergoin, en 1886, et bien qu'établi sur des bases différentes, le projet de M. Béranger ne tendait pas moins cependant à

substituer une idée entièrement nouvelle de la réhabilitation à l'antique conception.

Enfin M. Béranger demandait encore la réforme de la procédure : juridiction du tribunal de commerce, suppression de toute publicité, enquête par le parquet.

Cette proposition, renvoyée à la commission d'initiative, fit l'objet d'un rapport de M. Savary ¹, qui en proposa la prise en considération, tout en faisant certaines réserves à propos de l'octroi de la réhabilitation à des faillis « qui ne pouvaient offrir à leurs créanciers que des efforts d'ailleurs impuissants » et en se demandant si la proposition n'était pas inspirée par un sentiment exagéré de généreuse pitié. Pris ensuite en considération par le Sénat, le projet fut renvoyé à une commission, dont M. Béranger était rapporteur, et qui décida de consulter les tribunaux de commerce des grandes villes, par l'intermédiaire du ministre de la justice. Sur trente-deux avis reçus, deux acceptaient la réforme en son entier, onze étaient contraires à toute autre réforme que des améliorations de détail, et les dix-neuf autres n'admettaient les innovations proposées qu'avec de très sérieux tempéraments. Si les tribunaux de commerce étaient unanimes pour admettre la réduction des intérêts à cinq ans, ils étaient loin de s'accorder sur l'assimi-

(1) *Doc. parl.*, Sénat, 1900, p. 128.

lation au paiement intégral du concordat exécuté, de la remise des dettes ou du consentement des créanciers. Quant à la réhabilitation facultative après dix ans, cinq seulement lui étaient favorables, et vingt la repoussaient absolument comme « arbitraire », « utopique » et même « immorale ». Presque tous acceptaient le changement de juridiction substituant le tribunal de commerce à la cour, mais plusieurs protestaient contre la suppression de la publicité ; d'autres réclamaient le droit d'opposition et d'appel pour les créanciers.

Le tribunal de commerce de la Seine, spécialement, admettait la remise des dettes consentie expressément par les créanciers comme un mode de libération, mais il jugeait l'abandon d'actif et le paiement des dividendes concordataires insuffisants pour conduire à la réhabilitation. Le rapport de sa commission s'exprimait ainsi :

« La réhabilitation doit être, avant tout, subordonnée au paiement intégral des dettes du failli, et c'est partir d'un faux point de départ que de vouloir assimiler la situation du condamné pénal à celle du commerçant failli. »

La commission du Sénat modifia alors la proposition de M. Bérenger sur quelques points : elle n'accordait point de droit la réhabilitation aux faillis concordataires qui justifieraient du paiement des dividendes et à ceux qui justifieraient de la remise de leurs dettes ou du consentement unanime de

leurs créanciers, mais elle leur permettait seulement d'obtenir la réhabilitation facultative, plus de cinq ans après la déclaration de faillite et au cas de probité reconnue. Cependant elle accordait encore la réhabilitation après dix ans « au failli qui « justifie qu'il s'est libéré dans toute la mesure compatible avec l'état de ses ressources et qu'il est, « malgré ses efforts persévérants, dans l'impossibilité de s'acquitter entièrement ».

Ce texte, voté au Sénat une première fois le 3 juillet 1901, fut vivement attaqué à la seconde délibération par M. Fortier et le garde des sceaux.

D'après M. Fortier, la loi sur la liquidation judiciaire suffisait pour protéger les commerçants honnêtes, mais malheureux, et, disait-il, « il serait choquant de voir d'anciens faillis, rentrés dans la plénitude de leurs droits, vivre riches à côté de ceux qu'ils auraient ruinés en les payant en monnaie de concordat ».

Ce fut ensuite le garde des sceaux M. Monis qui déclara inadmissible de permettre au failli de pouvoir recouvrer sa capacité civile et commerciale sans avoir éteint complètement son passif.

Les commerçants, disait-il, ont reçu de la loi un ensemble de privilèges : facilités de crédit pour l'achat de marchandises et l'escompte de leur signature ; juridiction spéciale, rapide, économique, jugeant en équité, issue de leurs propres suffrages, et, même, droit de faire faillite, c'est-à-dire d'opérer automati-

quement et parfois à peu de frais leur liquidation par le mécanisme judiciaire du Code de commerce, tandis que le débiteur civil en déconfiture reste tenu jusqu'au dernier centime. « Mais il a l'obligation de faire honneur à sa signature le jour de l'échéance ; en effet, c'est sur la confiance qui lui a été faite, que repose entièrement tout le crédit social. » Donc il est juste de faire perdre les avantages attachés à la qualité de commerçant « à celui qui par sa seule imprudence peut occasionner avec sa propre ruine, celle des autres ». — C'est pourquoi les déchéances commerciales sont tout à fait justifiées, et ce n'est pas nous qui contredirons M. Monis sur ce point. M. Monis paraît de plus, à notre sens, avoir parlé très justement, quand il déclarait excessif d'ajouter aux incapacités commerciales des déchéances politiques « perpétuelle » :

« Il est peut-être excessif de châtier d'une peine politique un fait qui est d'ordre purement commercial. » C'est précisément l'opinion que nous nous efforçons d'établir ici, exprimée par M. Monis sous une forme concise et parfaitement juste ; le garde des sceaux disait encore : « Un commerçant malheureux, ou même un commerçant mauvais et imprudent, peut être bon citoyen. Dans tous les cas le droit de vote — je ne parle pas de celui d'éligibilité — est corrélatif du devoir que l'on a de payer l'impôt ; et comme le failli paye tous les impôts, y compris le plus dur, l'impôt du sang, on pourrait peut-être

arriver à une disposition par laquelle on ne le priverait pas de ses droits politiques, ou par laquelle on ne l'en priverait tout au moins que pour une époque déterminée et à temps. »

Ici nous ne pouvons plus suivre M. Monis, nous ne comprenons pas bien sa pensée : il semble qu'il y ait en elle quelque contradiction. Après avoir déclaré qu'il est injuste de châtier un fait d'ordre commercial d'une peine politique, que le commerçant mauvais peut être bon citoyen, que, par conséquent, il est juste de lui maintenir ses droits politiques, pourquoi vouloir ne lui rendre cette capacité politique qu'au bout d'un certain délai ? Si cette déchéance ne s'explique pas, n'est pas rationnelle, pourquoi la conserver, ne serait-ce qu'un temps très court ? M. Monis ne paraît pas s'être rendu compte des conséquences auxquelles on est logiquement amené du moment que l'on conçoit que la faillite, faute professionnelle, doit être punie seulement de peines professionnelles. Le garde des sceaux évitait d'aller jusqu'au bout du raisonnement : supprimer d'une façon complète les déchéances politiques. Cependant cette proposition était un acheminement très net vers la conception d'une disparition complète de ces déchéances ; elle devait prévaloir dans l'élaboration de la loi de 1903.

La commission du Sénat, en effet, n'avait pas cru tout d'abord envisager la tâche qui lui incombait sous cet aspect (relever le failli de l'incapacité poli-

tique). Il lui avait semblé que cette question des incapacités politiques ressortait d'un ordre d'idées différent ; que, pour y apporter des modifications, il aurait fallu empiéter sur le domaine politique, et elle n'avait pas cru devoir aller jusque-là. Mais ensuite, la commission, entrant dans les vues du garde des sceaux, avait pensé comme lui que la privation des droits politiques était peut-être, pour une faute purement civile, un régime bien rigoureux. Elle avait donc accepté d'ajouter à la proposition qu'elle faisait une disposition supplémentaire qui prendra la place de l'article 1^{er} du projet en vue de réaliser le vœu exposé par le ministre. Elle n'avait pas cru pouvoir aller toutefois jusqu'à la suppression complète de la privation des droits politiques édictée pour toujours par le décret de 1852. Elle avait fait une distinction. Il lui avait semblé que, dans l'état des mœurs, il ne serait pas bon, qu'il y aurait même scandale à ce que l'homme qui vient d'être l'objet d'une déclaration de faillite, pût, le lendemain, se présenter au vote. Mais elle n'avait pas vu d'inconvénient à ce que l'interdiction devint temporaire, et elle avait limité sa durée à dix ans.

Ainsi, dans la proposition primitive, et dans le texte adopté par la commission, les incapacités ne devaient prendre fin que par la réhabilitation ; mais d'un autre côté cette réhabilitation s'élargissait beaucoup : l'accès en était ouvert aux faillis concordataires, après cinq ans, en cas de probité recon-

nue ; et même aux faillis non concordataires, après dix ans, sous certaines justifications d'efforts en vue de se libérer. — D'autre part, le garde des sceaux ne pensait pas possible d'assimiler le consentement des créanciers au paiement intégral, pour obtenir la réhabilitation ; mais il admettait fort bien que certaines déchéances cessent de frapper le failli au bout d'un certain temps. C'est alors qu'il jugea que la question pouvait être résolue en combinant l'institution de la réhabilitation avec le rétablissement de plein droit sur les listes électorales, après un certain délai. Ce fut cette solution transactionnelle, résultat d'une entente entre la commission et le garde des sceaux, qui fut adoptée, ainsi que nous l'avons dit. Un article I^{er} limitait à 10 ans la privation du droit de vote des faillis ; c'était une sorte de réhabilitation partielle. Les faillis restaient inéligibles jusqu'à la réhabilitation.

Mais, cependant, la commission ne fut pas satisfaite de cette solution ; elle la déclarait insuffisante. « Fallait-il, suivant la pensée exprimée par M. le « garde des sceaux, en rester là ? Nous ne l'avons « pas cru, et nous avons l'espoir d'avoir fait ad- « mettre à M. le garde des sceaux qu'il importait, « à côté de la mesure générale, mécanique, qui ren- « drait ainsi une partie de ses droits au failli, d'ins- « crire dans la loi des dispositions plus complètes « et plus libérales, propres à le remettre en pos- « session de sa capacité tout entière.

« Il y a, Messieurs, une première raison pour
« qu'il en soit ainsi : les droits politiques ne con-
« cernent que les hommes. Or il peut y avoir, il y a
« en fait parmi les faillis un grand nombre de femmes
« commerçantes. Elles sont même peut-être plus
« exposées que l'homme à la faillite, car elles ont, à
« un moindre degré, l'intelligence et la connais-
« sance des lois et aussi l'expérience des affaires.
« En nous bornant à traiter du droit politique, nous
« ne pouvons rien pour elles. »

« Une autre raison, c'est que si le système de M. le
« garde des sceaux rend quelques-uns de leurs droits
« aux faillis, il ne les relève pas de la flétrissure atta-
« chée à la faillite et ne leur rend pas l'honneur. Ce
« n'est pas, en effet, une mesure profitant à tout le
« monde et opérant sans choix qui peut produire cet
« effet. Une appréciation individuelle pour chaque
« affaire et une décision motivée après enquête est
« ici indispensable. Sans cela l'honneur ne sera ja-
« mais rendu et le malheureux continuera à être
« flétri du nom de failli. Or chacun de nous ne sait
« pas que ce qui tient le plus à cœur au malheureux
« vraiment digne de la faveur de la loi, et par là je
« n'entends parler que de celui qui n'a pas cessé
« d'être honorable et loyal dans son infortune, c'est
« d'être relevé de cette flétrissure qui pèse si dou-
« loureusement sur sa vie. Que ferait à cela le
« simple relèvement d'une partie des incapacités
« politiques ? Il faut donc quelque chose de plus, et

« la satisfaction légitime que réclament à cet égard
« non seulement les faillis, mais l'opinion publique
« elle-même, si justement intéressée à leur sort, ne
« peut se trouver ailleurs que dans la réhabilita-
« tion, complète, absolue, qui rend au failli la capa-
« cité entière et le replace au rang de citoyen jouis-
« sant de l'intégralité de ses droits. » Et la commis-
sion maintenait ses exigences. Elle demandait la
réhabilitation facultative du failli concordataire :
« Les créanciers ont en connaissance de cause, et de
leur plein gré, rendant justice à son honorabilité et
reconnaissant l'impossibilité de son entière libéra-
tion, consenti à lui faire remise d'une partie de la
dette ; il s'est acquitté dans ces conditions. Que peut-
on lui demander de plus et comment lui contester le
droit de recouvrer l'honneur par la réhabilita-
tion ? »

La commission demandait encore, en second lieu, la réhabilitation pour le failli non concordataire, et qui pourrait justifier de la remise de sa dette par l'unanimité des créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation :

« Faudra-t-il que lorsque ceux qui ont eu à souffrir de son insolvabilité non seulement pardonnent, mais prennent eux-mêmes, par un acte personnel, l'initiative de réclamer l'oubli et la réintégration dans ses droits, faut-il que la loi, plus dure que les intéressés, lui refuse tout droit à se relever ? »

Enfin la commission maintenait le troisième cas de réhabilitation qu'elle avait réclamé : la réhabilitation serait possible après dix ans « pour le failli qui justifie qu'il s'est libéré dans toute la mesure compatible avec l'état de ses ressources et qu'il est, malgré ses efforts persévérants, dans l'impossibilité de s'acquitter entièrement ».

« En quoi serait-ce méconnaître les intérêts des créanciers que d'accorder, sans porter atteinte à leurs droits, l'accès du relèvement à tous ceux qui peuvent s'en être montrés dignes ? Or est-il possible de dire qu'après qu'on aura admis à la réhabilitation le concordataire qui s'est libéré de ses engagements et le failli qui a eu la bonne fortune d'obtenir l'accord unanime de ses créanciers, il ne restera aucune situation digne de mériter la faveur de la loi, et qu'en dehors de ces deux cas, tout recours sera fermé et qu'il n'y aura plus d'autre ressource que cette réhabilitation véritablement impossible du payement intégral que prévoit le code. Nous ne le croyons pas. »

« Croyez-vous, en effet, que tout failli honnête ait été en situation d'obtenir soit un concordat, soit l'accord unanime des créanciers ? Il faudrait bien peu connaître la réalité des choses et la nature humaine elle-même pour le supposer. Combien de fois le mauvais vouloir, la dureté ou le sentiment de l'intérêt n'empêchent-ils pas la mesure qui pourrait sauver un failli ? Il y a de plus toute une caté-

gorie de faillites, et ce sont souvent les plus malheureuses, qui, par la nature même des choses, ne peuvent jamais profiter de ces avantages. Ce sont les faillites closes pour cause d'insuffisance d'actif. Ces faillites sont considérées parfois comme peu favorables, cela peut arriver en effet. Le failli peut avoir cherché contre toute prudence à maintenir son commerce jusqu'au dernier jour, peut-être par des moyens peu loyaux : billets de complaisance, achats non payés, etc. L'honnêteté, la loyauté, ont pu ne pas être entières. Mais à côté de ces cas, il y en a d'autres, et en très grand nombre, où l'honnêteté a pu être incontestée et où un hasard malheureux a tout fait. » (*Doc. parl.*, Sénat, 1901, 22 nov., p. 1339.)

Le système proposé par la commission fut discuté au Sénat à la séance du 26 novembre.

M. Théodore Girard le déclara satisfaisant, mais y proposa certains tempéraments : il développa un amendement ayant pour but, en permettant aux créanciers d'intervenir dans l'instance en réhabilitation, de corriger et d'atténuer la disposition qui permettait au failli reconnu excusable d'être réhabilité, alors même qu'il n'avait pas payé ses dettes. En effet, dit-il, la déclaration d'excusabilité avait autrefois sa raison d'être ; elle avait l'utilité de soustraire le failli à la contrainte par corps, tout en conservant aux créanciers l'exercice de leur action individuelle contre leur débiteur. Mais aujourd'hui que la contrainte par corps est abolie, cette excu-

sabilité n'a plus qu'une valeur morale sans aucune sanction et sans efficacité. Il faudrait autoriser l'intervention des créanciers, leur permettre de soutenir leur opposition devant le tribunal et devant la Cour et éclairer la justice sur les causes de la faillite et les agissements du failli. D'ailleurs c'est une règle de jurisprudence incontestable ; il suffit d'un intérêt purement moral pour justifier l'intervention d'un créancier dans une instance. Et comment pourratt-on laisser à la porte du prétoire un créancier frustré par son débiteur ? Qu'on ne dise pas que le ministère public est là pour veiller aux intérêts des créanciers. Les créanciers eux-mêmes sont les meilleurs défenseurs de leurs propres intérêts.

Mais ce fut M. Chaumié qui attaqua avec énergie la proposition tout entière, qui tendait d'après lui à sacrifier les créanciers :

« La pensée qui paraît, dit-il, avoir impressionné l'honorable M. Bérenger est celle-ci : « Comment ! les condamnés de droit commun peuvent obtenir une réhabilitation et se dégager ainsi des déchéances accessoires qui les avaient frappés, et le commerçant failli pourra, s'il ne paye pas l'intégralité de ses dettes, être maintenu toute sa vie dans cet état humiliant de privation des droits civils et politiques ? Pouvez-vous admettre une pareille chose ? »

« Il est facile de répondre que la situation est bien différente. Il ne s'agit pas d'imprimer au failli, comme pour les condamnés de droit commun, une

sorte de tare, de flétrissure. On a voulu aussi donner aux créanciers une sorte de garantie particulière, inciter le failli, pour se dégager des déchéances qui le frappent, à faire, et à faire faire par les siens autour de lui, de plus grands efforts pour l'acquittement de ses dettes.

« Priver les créanciers de cette garantie, c'est leur enlever, à eux qui ont déjà tant souffert dans la faillite, le dernier lambeau qui leur reste. »

On oublie, ajouta-t-il, que le concordat est accordé à la majorité. Quelques créanciers souvent, tant par le chiffre de leur créance que par leur influence sur les autres, disposent de la majorité et font la loi, et la minorité se voit quelquefois obligée de subir des dividendes à 5, 8, 10, 12 0/0.

« Or à ce créancier qu'on a malgré lui dépouillé, il restait quelque chose qui allait renforcer l'obligation morale imposée au débiteur : c'étaient ces déchéances dont le débiteur avait intérêt à se dégager et qui devaient le pousser et pousser aussi les siens, ses enfants, souvent sa femme séparée de biens et conservant une aisance personnelle, à redoubler d'efforts, de sacrifices même, pour acquitter le passif resté en arrière et remettre le failli en possession de ses droits civils et politiques.

« Je dis qu'enlever aujourd'hui à cette minorité
« de créanciers ce qui était une garantie que la loi
« leur avait donnée, c'est faire quelque chose que
« nous n'avons pas le droit de faire ; c'est être

« généreux au détriment des créanciers déjà si
« éprouvés et que la loi doit protéger. »

Quant à réhabiliter après dix ans ceux qui n'ont rien payé, M. Chaumié le déclarait inadmissible.

M. Béranger répondit à M. Chaumié que, pour lui, le vice de son argumentation tenait à ceci qu'il supposait toujours des faillites frauduleuses ou malhonnêtes. « Il en existe, mais il ne faut pas faire abstraction du grand nombre d'infortunes dans lesquelles la situation du failli est digne d'estime et de pitié. Les petits commerçants peuvent être ruinés par des événements publics, tels que ceux de 1848 et de 1870, ou par la faillite d'une grande usine, d'une banque importante, et ne peuvent, faute d'un actif quelconque, obtenir la faveur de la liquidation judiciaire.

« Quand M. Chaumié refuse la réhabilitation du failli concordataire, parce qu'il suffit de la majorité des créanciers pour accorder ce concordat, sans exiger leur unanimité, il oublie que cette majorité en nombre doit représenter les trois quarts des dettes. Ainsi la majorité des créanciers, les trois quarts des créanciers se trouvant d'accord pour déclarer que l'homme mérite de continuer l'exercice de son commerce, n'est-ce donc rien et n'est-il pas légitime de voir dans cet accord la preuve qu'il a été rendu justice à l'honorabilité du failli ? »

Après cette discussion le Sénat adopta le para-

graphe accordant la réhabilitation au failli concordataire :

« Peut obtenir sa réhabilitation en cas de faillite reconnue :

« Après cinq ans à partir du jugement de déclaration de la faillite :

« Le failli qui ayant obtenu un concordat aura, au moment de la demande, intégralement payé les dividendes promis. Cette disposition est applicable à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite qui a obtenu des créanciers un concordat particulier. »

Le Sénat accorde aussi la réhabilitation facultative :

« Au failli qui justifie de la remise entière de ses dettes par ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation. »

Mais le Sénat repoussa le troisième cas, celui qui admettait « la réhabilitation après dix ans du failli reconnu excusable et qui justifie qu'il s'est libéré dans la mesure compatible avec l'état de ses ressources et qu'il est malgré ses efforts persévérants dans l'impossibilité de s'acquitter entièrement. »

Les autres dispositions, et les mesures de procédure, furent ensuite votées sans grande difficulté.

Disons cependant qu'à la séance du 29 novembre M. Gourju proposa un article additionnel d'après lequel le failli non concordataire pouvait, après

dix ans, faire réunir ses créanciers pour donner leur avis sur sa réhabilitation et obtenir cette faveur sous certaines conditions. Mais le garde des sceaux fit remarquer qu'une telle procédure était compliquée et dangereuse et l'amendement ne fut pas pris en considération.

L'ensemble de la loi fut ensuite voté par 215 voix contre 14.

Transmise à la Chambre des députés, la proposition de loi fut renvoyée à la commission de réforme judiciaire et de législation civile et criminelle, le 11 juin 1902.

Le 25 juin 1903, M. Octave Lauraine, au nom de la commission, déposa son rapport dans lequel il concluait à l'adoption du texte tel que le Sénat l'avait voté ; et le texte fut, en effet, voté à la Chambre des députés le 15 décembre 1903, sans aucune discussion.

Art. 1^{er}. — Les faillis non condamnés pour banqueroute simple et frauduleuse ne peuvent être inscrits sur la liste électorale pendant dix ans à partir de la déclaration de faillite.

Ils ne sont éligibles qu'après réhabilitation.

Art. 2. — Les articles 604 à 612 du Code de commerce sont modifiés comme il suit :

Art. 604. — Est réhabilité de droit le failli qui aura intégralement acquitté les sommes par lui dues en capital, intérêts et frais, sans toutefois que les intérêts puissent être réclamés au delà de cinq ans.

Pour être réhabilité de droit, l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite doit justifier qu'il a acquitté dans les mêmes conditions toutes les dettes de la société, lors même qu'un concordat particulier lui aura été consenti.

En cas de disparition, d'absence ou de refus de recevoir d'un ou de plusieurs créanciers, la somme due est déposée à la Caisse des dépôts et consignations et la justification du dépôt vaut quittance.

Art. 605. — Peut obtenir sa réhabilitation en cas de probité reconnue :

Après cinq ans à partir du jugement de déclaration de faillite :

Le failli qui ayant obtenu un concordat aura, au moment de la demande, intégralement payé les dividendes promis. Cette disposition est applicable à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, qui a obtenu des créanciers un concordat particulier ;

Celui qui justifie de la remise entière de ses dettes par ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation.

Art. 606. — Toute demande en réhabilitation sera adressée au procureur de la République de l'arrondissement dans lequel la faillite a été prononcée, avec les quittances et pièces qui la justifient.

Ce magistrat en adressera des expéditions certifiées par lui au président du tribunal de com-

merce qui a déclaré la faillite et au procureur de la République du domicile du demandeur, en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés.

Art. 607. — Copie de la demande restera affichée pendant un délai d'un mois dans la salle d'audience du tribunal. Avis en sera donné par lettres recommandées à chacun des créanciers vérifiés à la faillite ou reconnus par décision judiciaire postérieure qui n'auront pas été intégralement payés dans les conditions de l'article 604.

Art. 608. — Tout créancier qui n'aura pas été payé intégralement dans les conditions de l'article 603, pourra, pendant la durée de l'affaire, former opposition à la réhabilitation par simple acte au greffe appuyé des pièces justificatives... Le créancier opposant pourra, par requête présentée au tribunal et notifiée au débiteur, intervenir dans la procédure de réhabilitation.

Art. 609. — Après l'expiration du délai, le résultat des enquêtes prescrites ci-dessus et les oppositions formées par les créanciers seront communiqués au procureur de la République saisi de la demande et transmis par lui, avec son avis motivé, au président du tribunal de commerce.

Art. 610. — Le tribunal appellera, s'il y a lieu, le demandeur et les opposants et les entendra contradictoirement en Chambre du conseil. Le de-

mandeur pourra se faire assister d'un conseil.

Dans le cas de l'article 604, il se bornera à constater la sincérité des justifications produites, et si elles sont conformes à la loi, il prononcera la réhabilitation.

Dans celui de l'article 605, il appréciera les circonstances de la cause.

Le jugement sera rendu en audience publique.

Il pourra être frappé d'appel, tant par le demandeur que par le procureur de la République, et les créanciers opposants, dans le délai d'un mois à partir de l'avis qui leur aura été donné par lettres recommandées.

Les créanciers opposants seront également avisés du jugement. Ils pourront exercer leur droit d'opposition devant la Cour d'appel.

La Cour d'appel statuera après examen et suivant les formes ci-dessus prescrites.

Art. 611. — Si la demande est rejetée, elle ne pourra être reproduite qu'après une année d'intervalle.

Si elle est admise, le jugement de l'arrêt sera transcrit sur le registre du tribunal de commerce du lieu de la faillite et de celui du domicile du demandeur.

Il sera, en outre, adressé au procureur de la République qui aura reçu la demande et par les soins de ce dernier au procureur de la République du lieu de naissance du demandeur, qui en fera

mention en regard de la déclaration de faillite sur le casier judiciaire.

Art. 612. — Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale : les banqueroutiers frauduleux ; les personnes condamnées pour vols, escroqueries ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle.

Le deuxième paragraphe de l'article 634 du Code d'instruction criminelle est abrogé.

Art. 3. — Les dispositions ci-dessus et l'article 614 du Code de commerce sont applicables aux commerçants qui ont obtenu la liquidation judiciaire.

Art. 4. — Sont abrogées les dispositions du décret organique du 2 février 1852 contraires à la présente loi.

Ainsi nous pouvons mesurer le pas considérable que fit la loi de 1903 pour se rapprocher de la suppression complète des déchéances politiques : jusque-là elles ne cessaient, sauf pour les liquides judiciaires, que par la réhabilitation ; maintenant elles disparaissent après dix ans à partir de la déclaration de faillite. Elles ne sont plus que temporaires, du moins quant à l'électorat, car l'éligibilité n'est rendue qu'au failli réhabilité. L'incapacité électorale n'apparaît plus comme nécessaire ; on conçoit qu'elle disparaisse. Pourquoi le législateur

de 1903 s'est-il arrêté dans sa réforme ? Pourquoi n'a-t-il pas osé aller jusqu'à la supprimer complètement ? Pourquoi aussi a-t-il séparé l'électorat de l'éligibilité, méconnaissant ainsi le principe constitutionnel qui déclare que tout électeur est éligible ?

Cependant nous ne pouvons nous associer complètement aux critiques que M. Percerou fait de cette loi. Qu'il nous soit permis, en effet, de dire que le savant professeur nous paraît donner à l'article premier de la loi une interprétation qui dépasse la portée que le législateur a voulu lui attribuer.

Le législateur de 1903 aurait confondu dans une même pensée d'indulgence toutes les déchéances encourues par le failli, qu'elles soient d'ordre professionnel ou d'ordre politique. « La loi de 1903 restitue *de plano*, dix ans après sa faillite, le commerçant dans ses droits d'élection d'une façon absolue ; après dix ans, il peut voter non seulement aux élections politiques, mais aussi aux élections toutes professionnelles des tribunaux de commerce, des Conseils de prud'hommes. La mesure n'a-t-elle pas été dépassée ¹ ? »

Il ne nous semble pas cependant que le législateur de 1903 ait fait cette confusion, car l'article 1^{er} de la loi rend seulement aux faillis l'électorat politique, et l'électorat commercial ne leur est rendu que lorsqu'ils ont obtenu leur réhabilitation. Cette

1. Percerou, *Traité des faillites*.

restriction résulte clairement des travaux préparatoires et de la discussion que nous avons rapportée plus haut. D'ailleurs la loi de 1903 n'a pas abrogé la loi du 8 décembre 1883 (art. 2,-8), qui prive du droit de vote aux élections consulaires les faillis non réhabilités ; non plus que la loi du 23 juin 1898, qui confère l'électorat commercial aux femmes commerçantes, sous réserve des incapacités édictées dans l'art. 2,-8 de la loi de 1883.

Cette restitution, peut-on dire, est une « réhabilitation partielle automatique ». (Lois nouvelles, 1908, Bouvier-Bangillon). Par son effet « le failli redevient automatiquement, c'est-à-dire par le seul délai, sans intervention ni décision de l'autorité judiciaire, électeur pour les élections d'ordre politique, mais non électeur aux tribunaux de commerce ».

Mais on peut dire que cette grave réforme était le germe d'où devait sortir la réhabilitation complète de la loi de 1908. (Thaller, *Droit commercial, Faillites.*) « C'est en sous-ordre la réhabilitation légale qui apparaît, restreinte encore, à la restitution de la qualité d'électeur, mais qui, en 1908, s'étendra à la restitution de l'éligibilité, qui sera convertie en une véritable réhabilitation. »

C'est alors que l'on pourra reprocher au législateur d'avoir confondu les déchéances professionnelles et les déchéances politiques.

Nous voyons que la loi de 1903 organise encore

« la réhabilitation facultative » qui est avec la disposition précédente sa plus grave innovation. Le paiement intégral n'est plus seul à permettre la réhabilitation ; l'exécution des obligations du concordat, la remise des dettes et le consentement des créanciers procurent au failli, après 5 ans, sa réhabilitation non de plein droit, comme le voulait tout d'abord la commission, mais facultativement, avec recours obligé à l'autorité judiciaire et avec pouvoir d'appréciation du tribunal.

C'était renverser radicalement la conception de la réhabilitation ; nous citerons les paroles de M. Brégeault ¹ : « On peut apprécier l'abîme qui sépare la réhabilitation des faillis, telle que l'a organisée la loi du 30 décembre 1903, de celle qu'avaient instituée nos codes de 1807 et 1838. L'une et l'autre ont pour point de départ une conception radicalement opposée. Dans l'ancienne législation, une seule idée prédomine : celle de l'extinction complète, sans réserve, du passif. Les créanciers doivent être rétablis dans le même état que s'il n'y avait pas eu faillite ; la restitution de l'honneur qui se confond avec celle des droits est à ce prix ; c'est avant tout une question de probité et de moralité. », et citant M. Laroze : « Il n'y a que le paiement intégral qui soit honnête... Il ne doit pas y avoir d'après la loi deux ou plusieurs moyens d'être rétablis dans le rang honorable, il

1. *Commentaire de la loi du 30 décembre 1903.*

ne peut en exister qu'un : le paiement intégral. »

On peut trouver que la loi nouvelle a eu le tort d'abandonner cette ancienne conception. Peut-être aurait-elle pu concilier les sévères exigences de l'honneur commercial avec une bienveillance raisonnable, en maintenant le paiement intégral comme condition essentielle de la réhabilitation, mais en ne privant le failli non réhabilité d'aucun de ses droits politiques.

VI

LES PROJETS D'AMNISTIE.

Cette confusion entre les déchéances politiques et les déchéances professionnelles, que nous entendions tout à l'heure M. Percerou reprocher à la loi de 1903, se manifeste d'une manière éclatante dans les nombreux projets d'amnistie qui furent proposés de 1898 à 1906. Mais ces projets sont intéressants, parce que l'idée qui est masquée sous cette forme est au fond celle de soustraire les faillis à toute incapacité politique.

Il y eut jusqu'à cinq projets d'amnistie successifs de 1898 à 1906, alors que se discutaient les projets d'amnistie générale pour les condamnés de la Haute Cour, certains délits ou crimes de droit commun ou délits militaires.

C'est d'abord M. Dejeante qui demande à la Chambre, le 14 novembre 1898, l'amnistie pour les faillis simples. La Chambre repousse son amendement, qui n'eut pas plus de succès encore lorsqu'il fut présenté de nouveau par le même député en 1900.

Le 1^{er} juillet 1902, fut soumis à la Chambre par

M. Gauthier (de Clagny), puis par M. Paul Constant, un projet d'amnistie générale, dans lequel le cas de la faillite simple était compris, et la Chambre vota, le 3 juillet 1903, l'amnistie, en attendant qu'une loi nouvelle adoucît les conditions de la réhabilitation. Le Sénat, tout en acceptant l'amnistie générale, en exclut les faillis, le 29 mars 1904.

Cependant, quelques jours après, M. Georges Berry demandait à la Chambre d'amnistier les faillis, ceux mêmes qui auraient été déclarés excusables ou qui auraient obtenu leur concordat (31 mars 1904). La Chambre accepte, repoussant le projet Rudelle, moins favorable, qui n'amnistiait que les faillis ayant intégralement payé leurs dettes.

Le Sénat persista dans son refus (12 juillet 1905), ce qui ne découragea pas M. Georges Berry de demander encore à la Chambre son vote en faveur des faillis. La Chambre l'accorda, le 5 avril 1906.

Le 12 juillet 1906, le Sénat repoussait, pour la troisième fois, une amnistie des faillis et décidait qu'une loi adoucissait leur sort.

L'argument principal que tous les partisans de l'amnistie invoquaient en faveur de leur thèse était celui-ci : des hommes ont été mis en faillite, qui n'ont commis aucun fait délictueux ou criminel ; le plus souvent ils ont succombé par des causes indépendantes de leur volonté, écrasés par la loi de la concurrence.

De petits commerçants ont fait faillite par inex-

périence commerciale, parce que leurs propres débiteurs ne les ont pas payés, parce qu'à côté d'eux se sont établis de grands magasins, des sociétés financières puissantes. Ils ont été placés par la force des choses dans une situation telle qu'ils ont été dans l'impossibilité de faire face à leurs échéances. Ne sont-ils pas dignes d'indulgence et de pitié ? Comment mériteraient-ils de supporter toute leur vie la condamnation qu'ils ont subie : peine très dure, qui leur enlève leurs droits de citoyens ; ils ne sont plus ni électeurs ni éligibles.

Certainement, répondaient, — avant la loi de 1903, — les adversaires de l'amnistie, les conséquences de la faillite étaient excessives, avant la loi de 1889, pour des gens qui le plus souvent ont été de bonne foi. C'est pourquoi cette loi a établi la liquidation judiciaire, faillite atténuée, qui n'entraîne plus l'incapacité électorale. Actuellement les faillis honnêtes gardent leur droit électoral. Quant aux autres l'incapacité qui les frappe est légitime, et ils ont d'ailleurs un moyen bien simple de s'y soustraire, c'est de désintéresser leurs créanciers et d'obtenir ainsi leur réhabilitation.

Mais, répliquait-on, la liquidation judiciaire ne supprime pas toutes les déchéances de la faillite ; elle permet bien le vote, mais elle maintient l'inéligibilité ; le failli ne peut pas jouir des droits que possèdent tous les citoyens. D'ailleurs il y a des faillis qui, bien que n'ayant pu obtenir le bénéfice

de la liquidation, sont cependant des gens honnêtes. Les faillis concordataires, ceux déclarés excusables, méritent d'être relevés de ces déchéances. Une amnistie en offre le moyen ; plus tard il faudra adoucir les conditions de la réhabilitation.

Un grand sentiment de pitié est, on le voit, exprimé pour les faillis, en qui l'on ne veut voir que des malheureux et non des coupables. Ce sentiment n'est pas, sans doute, complètement désintéressé ; il répond, en une certaine mesure, à un désir de s'assurer une nouvelle clientèle d'électeurs, les faillis reconnaissants de ce qu'on les ait délivrés de leurs incapacités. Une parole, prononcée par M. Louis Martin à la Chambre, le 5 avril 1906, ne nous cache pas cette préoccupation : « Messieurs, à l'heure où vous allez terminer votre carrière, qui recommencera, je l'espère, pour la plupart d'entre vous, il me semble qu'il y a tout intérêt à terminer la législature par un geste de large clémence. »

Retenons cet aveu ; l'intérêt électoral, en même temps que la pitié, plaidait pour l'amnistie, alors même qu'on ne se trouvait pas à l'expiration d'une législature.

Après 1903, les adversaires de l'amnistie invoquèrent la loi nouvelle pour repousser toute mesure de ce genre. La situation des faillis, disaient-ils, au point de vue de la restitution de ses droits civils et politiques, est réglée d'une façon très humaine par la loi de 1903, qui a rendu inutile une

proposition d'amnistie. Tous les faillis dont la déclaration de faillite est antérieure à dix années sont inscrits de plein droit sur les listes électorales ; en outre, ceux qui peuvent justifier de l'exécution des clauses de leur concordat ou de la remise de leurs dettes par leurs créanciers, ou du consentement de ces derniers à leur réhabilitation, peuvent se faire réhabiliter après cinq années, à partir du jugement prononçant la faillite.

Mais cette loi est très insuffisante, réplique M. Georges Berry.

« Pourquoi parler de 350.000 faillis qui peuvent
« obtenir la réhabilitation ainsi établie ? C'est à peine
« le tiers des faillis qui en pourra bénéficier. Cette
« loi, en effet, ne favorise-t-elle pas les plus riches,
« les plus adroits, les négociants qui tout en déposant leur bilan, ont su garder quelques réserves ?
« Est réhabilité de droit le failli qui aura intégralement acquitté les sommes par lui dues en capital, intérêts et frais, dit l'article 604. Ainsi, non
« seulement il faudra qu'il verse 100 pour 100 à
« ses créanciers pour pouvoir être réhabilité, mais
« encore il devra ajouter le paiement des frais
« énormes qu'aura coûtés son procès ¹ ! C'est une
« charge nouvelle que la loi impose à ces malheureux, non une faveur qu'elle leur accorde.

« La loi, d'après un autre article, accorde au failli

1. Débats parlementaires, Chambre, 31 mars 1904.

« le droit à la réhabilitation, mais à la condition
« qu'il aura obtenu son concordat. Qu'est-ce que cela
« veut dire ? Que les riches seuls pourront se faire
« réhabiliter, c'est-à-dire ceux qui souvent sont
« partis les mains pleines, tandis que les négociants
« probes qui auront donné tout ce qu'ils possé-
« daient, seront privés de cette réhabilitation. Ainsi
« les faillis qui auront tout abandonné à leurs
« créanciers et qui auront voulu rester honnêtes,
« ne seront pas réhabilités et demeureront toujours
« privés de leurs droits civils et politiques. Je
« trouve cela tout à fait injuste. D'autant plus que
« la procédure de réhabilitation est fort longue,
« extrêmement dispendieuse et très délicate ; elle
« est entourée de mesures de publicité épouvan-
« tables, qui obligent le malheureux failli à gravir
« tout le calvaire qu'il avait parcouru déjà, à venir
« exposer de nouveau en public la honte qu'il a
« essayé de racheter depuis qu'il a subi la faillite
« et qui commençait de s'effacer de la mémoire de
« ses concitoyens ¹. »

L'argument dont on use alors le plus volontiers, et avec le plus de succès, est celui auquel, nous l'avons vu, en 1903, on avait eu déjà très souvent recours, et qui consiste à faire une comparaison entre la situation des faillis et celle des condamnés de droit commun, pour s'apitoyer sur le sort mal-

1. G. Berry, *loc. cit.*

heureux de ceux-là. C'est, pour n'en citer que quelques exemples, M. Vagnat qui, au Sénat, en 1905, réclame quelque pitié pour les faillis :

« Ainsi, lorsqu'un voleur, un escroc, même un
« meurtrier, a accompli sa peine, il peut se faire
« réhabiliter sans avoir à se déranger. Le malheu-
« reux petit failli ne le peut pas !... Voici cet
« exemple : un M. X. ouvre un commerce, il réussit,
« ses affaires prospèrent, il est à la veille d'une
« grande échéance, quand son caissier enlève la
« caisse et disparaît. Le commerçant ne peut pas
« payer, il est déclaré en faillite ; le caissier est pris
« et condamné, il subit sa peine, mais il a dilapidé
« l'argent qu'il avait soustrait, par conséquent le
« patron reste sous le coup de la faillite. Le voleur
« est réhabilité, lui, et redevient électeur, il peut
« même se faire élire, tandis que le pauvre failli,
« qui n'a été que malheureux, victime de son cais-
« sier, ne pourra pas arriver à la réhabilitation.
« N'est-ce pas injuste ? »

C'est M. Georges Berry, qui nous dit en 1906, à la Chambre :

« Je ferais observer qu'une loi a accordé ce droit
« en 1899, cette réhabilitation à des criminels, à
« des délinquants condamnés à des amendes, à des
« mois de prison et qui n'ont pas besoin pour se
« faire réhabiliter d'effectuer le remboursement
« des sommes qu'ils ont extorquées. Il y a là, ne
« le trouvez-vous pas, Messieurs, une différence

« de traitement qui choque les consciences. »

Cette assimilation, inexacte, de la faillite à un crime, cette confusion des faillis avec les condamnés de droit commun, fut combattue par les adversaires de l'amnistie, et le Sénat, qui n'avait cessé de repousser cette mesure, finit par faire triompher sa manière de voir : remplacer les projets d'amnistie par une proposition de loi modifiant quelques dispositions trop rigoureuses du Code de commerce visant les incapacités des faillis.

Fondant son espoir sur la loi future, la Chambre consentit à abandonner l'amnistie, dont le vote rapide devenait impossible, ce qui retardait beaucoup le vote de la loi générale d'amnistie et l'heureux effet politique qui en était attendu.

Le Sénat doit être loué de son refus persistant d'une amnistie des faillis : mieux que la Chambre, il se rendit compte des raisons qui militent contre une telle mesure.

Il y a, en effet, plusieurs objections, et d'assez graves, qui s'y opposent. Quelques-unes furent soulevées à la Chambre ou au Sénat.

N'y a-t-il pas tout d'abord, ainsi que le fit remarquer M. Octave Lauraine, quelque chose d'injuste dans le fait d'une amnistie qui crée, en quelque façon, deux sortes de faillis : ceux d'hier et d'avant-hier qui rentrent en possession de leurs droits politiques, et ceux de demain, qui pour une différence de 24 heures peut-être, en resteront privés, bien

qu'ils ne soient sans doute ni plus ni moins coupables, ni plus ni moins malheureux que les premiers. On est alors conduit à renouveler tous les ans l'amnistie, à adopter le système d'amnisties périodiques : ce n'est pas une solution.

L'amnistie a ensuite le tort de mettre sur le même pied tous les faillis qui en bénéficient, de ne pas distinguer entre le commerçant malheureux et celui pour qui la faillite n'a été qu'un moyen ; elle absout les faillis en bloc, sans se préoccuper de leur mérite, sans enquête.

Mais un défaut plus grave de l'amnistie, c'est de supprimer non seulement les déchéances politiques, mais les déchéances commerciales, qui sont nécessaires pour stimuler le failli à acquitter sa dette, et qu'il n'est pas sans danger d'abolir : « Ce serait « un singulier spectacle, dit le garde des sceaux, « en 1904, de voir le failli de la veille nommé dès « le lendemain juge au tribunal de commerce et « appeler peut-être à statuer sur des litiges intéressants ses créanciers. » C'est une faculté évidemment inadmissible pour un commerçant failli. L'amnistie ne fait pas la distinction indispensable entre les deux ordres d'incapacité, ce qui, au point de vue pratique, a le grave inconvénient de sacrifier l'intérêt des créanciers : quel motif le débiteur peut-il encore avoir de chercher à payer le solde de ses dettes, si, sans même être obligé de recourir à la réhabilitation, il se voit amnistié aussitôt, ou si

du moins il a la perspective de l'être dans un bref délai.

Mais ce qui suffirait à repousser toute idée d'amnistie en notre matière, c'est cette raison que cette mesure est destinée aux faits délictueux et non à l'état de faillite. M. Gouri le dit à la tribune du Sénat en 1906, sans voir peut-être, suffisamment d'ailleurs, toute la portée de sa propre remarque :

« Ce n'est point sous forme d'amnistie qu'il peut
« être question des faillis, la principale raison est
« que la faillite n'est ni un crime ni un délit,
« qu'elle est un état, et que l'on n'amnistie pas un
« état. On ne peut amnistier qu'un fait délictueux
« ou criminel. »

De même M. Legrand, en 1905, au Sénat :

« Le Sénat a toujours refusé d'amnistier les
« faillis, parce qu'il a considéré que le fait de la
« faillite ne constituant ni un délit ni un crime,
« mais entraînant seulement une déchéance au
« point de vue civil, ne pouvait rentrer dans le
« cadre d'une loi d'amnistie. En effet, la faillite
« n'est point un fait condamnable. Les faillis ne
« sont pas des coupables ; le failli en lui-même —
« le liquidé judiciaire *a fortiori* — n'est point un
« délinquant, et jusqu'à présent les amnisties n'ont
« jamais amnistié que des peines. Dans une amnis-
« tie, on oublie idéalement, théoriquement le fait,
« et on en fait par suite disparaître les consé-
« quences. Pour ce qui concerne les faillis, com-

« ment peut-on oublier le fait, puisque la faillite
« est un état juridique caractérisé par la cessation
« de paiement. Si aujourd'hui l'amnistie est pro-
« noncée, demain le fait même n'en subsistera pas
« moins, on ne peut l'oublier, et l'homme amnistié
« aujourd'hui sera demain encore en faillite. Tout
« l'organisme de la faillite subsistera, avec la fail-
« lite elle-même, qui restera pourvue d'un juge
« commissaire, d'un syndic. »

C'est pourquoi M. Percerou (*Traité des faillites*, 1907, p. 433) a pu dire que « l'amnistie appliquée
« aux faillis serait une anomalie, un bouleverse-
« ment complet de l'amnistie qui est faite pour les
« condamnations et les délits pénaux et non pour
« les jugements déclaratifs de faillite, qui présentent
« un tout autre caractère. Au point de vue de la
« technique juridique, l'amnistie constitue, on pour-
« rait presque dire, une monstruosité. »

Comment donc s'expliquer que d'excellents esprits aient pu méconnaître à ce point les principes généraux du droit ? Peut-être cette illusion vient-elle précisément de ce que la faillite en droit français entraîne des déchéances politiques. Or précisément l'amnistie est destinée surtout aux faits politiques : d'une part le désir de soustraire le failli aux incapacités électorales, d'autre part l'application fréquente de l'amnistie dans le domaine politique, ont égaré les esprits et contribué à ce que l'idée d'une amnistie des faillis parut naturelle. Mais il ne faut pas

confondre la nature du fait à amnistier — la faillite en elle-même n'a rien de politique — avec la nature de la peine qu'il entraîne. « Du reste, le jugement « déclaratif entraîne aussi des déchéances professionnelles, disciplinaires en quelque sorte, et l'amnistie en principe, et sauf dans des cas tout à fait « exceptionnels, n'agit pas et ne doit pas agir dans « les poursuites disciplinaires. »

Aussi les adversaires de l'amnistie ont-ils eu raison de s'élever contre cette tentative d'introduire dans le domaine commercial un bénéfice d'ordre essentiellement pénal, qui aurait été une perturbation dangereuse de la technique du droit. Cette tentative est cependant fort intéressante, car dans la pensée de ceux-là même qui la prônaient le plus — ils sont forcés de l'avouer lorsque les arguments adverses les pressent trop — elle n'était qu'un pis aller, une mesure d'attente avant une réforme plus complète de la loi des faillis ; ils disent qu'ils vont au plus pressé, ils essayent par cette voie détournée d'adoucir le sort des faillis, de les soustraire à des déchéances excessives.

VII

LA LOI DU 23 MARS 1908.

Le Sénat, le 12 juillet 1906, en repoussant l'amnistie, proposait de modifier par une loi nouvelle les articles du Code de commerce concernant les droits civils et politiques des faillis simples et des liquidés judiciairement. Quelque temps après, M. Vagnat, au nom de la commission, présentait un rapport sur la question, qui fut comme le prélude des travaux qui aboutirent en définitive à la loi du 23 mars 1908. Ainsi le but que les projets d'amnistie visaient au fond : soustraire les faillis aux incapacités politiques, continue d'être poursuivi sous la forme plus rationnelle d'une loi, mais pas encore cependant d'une façon franche et sans confusion. Aussi ne sera-t-il pas atteint en 1908, bien que la loi soit un acheminement vers lui, marque un stade important vers l'atténuation des déchéances politiques des faillis, et qu'elle soit un signe de leur disparition dans l'avenir. Mais elle ne sut pas éviter les erreurs qui étaient inhérentes à l'amnistie ; elle prête à maintes critiques, dont plusieurs sont celles-là même qui étaient faites à l'amnistie.

Voici le texte intégral de la loi du 23 mars 1908.

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} et l'article 2 de la loi du 30 décembre 1903, en ce qui concerne les articles 605, 607, 608 et 612 du Code de commerce, modifiés par cette loi, sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er}. — Les faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse ne peuvent être inscrits sur la liste électorale pendant trois ans à partir de la déclaration de faillite.

Ils ne sont éligibles qu'après réhabilitation (art. 2, art. 605). Peut obtenir sa réhabilitation en cas de probité reconnue :

1° Le failli qui, ayant obtenu un concordat, aura intégralement payé les dividendes promis. Cette disposition est applicable à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite qui a obtenu des créanciers un concordat particulier ;

2° Celui qui justifie de la remise entière de ses dettes par ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation.

Lorsqu'il s'est écoulé dix ans depuis la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, le failli non banqueroutier et le liquidé judiciaire sont réhabilités de droit sans remplir aucune des formalités prévues par les articles 604 à 611 inclus du Code de commerce.

Cette réhabilitation ne peut porter aucune atteinte aux fonctions des syndics ou liquidateurs, si leur mandat n'est pas terminé, ni aux droits des créan-

ciers au cas où leurs débiteurs ne seraient pas intégralement libérés.

Art. 607. — Avis de la demande sera donné par lettres recommandées, par les soins du greffier du tribunal de commerce, à chacun des créanciers vérifiés à la faillite ou reconnus par décision judiciaire postérieure, qui n'auront pas été intégralement payés dans les conditions de l'article 604.

Art. 608. — Tout créancier non intégralement payé dans les conditions des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 605 pourra, pendant le délai d'un mois à partir de cet avis, faire opposition à la réhabilitation par simple acte au greffe, appuyé des pièces justificatives. Le créancier opposant pourra, par requête présentée au tribunal et notifiée au débiteur, intervenir dans la procédure de réhabilitation.

Art. 612. — Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale : les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vols, escroquerie ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle et 10 de la loi du 5 août 1899.

Art. 2. — La loi du 30 décembre 1903 est complétée par les articles suivants :

Art. 5. — La procédure de réhabilitation prévue par les articles 604 à 612 inclus du Code de commerce est dispensée de timbre et d'enregistrement.

Art. 6. — Cette loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Art. 3. — Le 1^o de l'article 8 de la loi du 5 avril 1899 modifié par la loi du 11 juillet 1900 est rédigé ainsi qu'il suit :

Cessent d'être inscrites au bulletin n^o 3 délivré au simple particulier : deux ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à moins de six jours d'emprisonnement, ou à cette peine jointe à une amende ne dépassant pas 25 francs ; deux ans après qu'elle sera devenue définitive, la condamnation unique à une amende de 50 francs ; deux ans après le jugement déclaratif, les déclarations de faillite.

Disposition transitoire :

Les citoyens ayant droit au bénéfice de la présente loi devront, à partir du jour de la promulgation, être inscrits sur les listes électorales jusqu'à la clôture de ces listes, c'est-à-dire au 31 mars 1908.

Nous voyons que cette loi, s'ajoutant à celle de 1903, complique notre matière, à ce point qu'un certain effort est nécessaire à l'esprit tout d'abord, pour classer les diverses catégories de faillis ainsi créées et en embrasser l'ensemble.

Il y a désormais quatre sortes de réhabilitations :

1^o La réhabilitation de droit, au profit du failli qui a intégralement acquitté le capital, les frais de sa dette, ainsi que les intérêts depuis cinq ans ;

2° La réhabilitation facultative, au profit du failli concordataire, de celui qui justifie de la remise de ses dettes, ou du consentement unanime de ses créanciers. Elle est subordonnée à l'appréciation du tribunal, juge de la probité du débiteur ;

3° La réhabilitation partielle automatique, qui accorde au bout de trois ans au failli simple le droit d'être électeur, sans qu'il soit besoin de l'intervention du tribunal ;

4° La réhabilitation complète automatique, accordée au bout de dix ans au liquidé judiciaire et au failli non banqueroutier.

— La réhabilitation de droit subsiste sans modification dans la loi de 1908.

— En ce qui concerne la réhabilitation facultative, notre loi en adoucit les conditions ; avec la loi de 1903, elle ne pouvait être accordée qu'après cinq ans à partir du jugement de déclaration de faillite ; désormais elle pourra être obtenue sans aucun délai.

Cette modification fut proposée par M. Girard, en 1907.

« Pourquoi le délai de 5 ans, quand le failli a satisfait à son concordat ou qu'il produit l'adhésion de ses créanciers ? » Et M. Girard fait une comparaison avec les législations étrangères :

« Notre législation serait ainsi plus rigoureuse que les législations étrangères. En droit anglais, le failli est relevé de toutes les déchéances atta-

« chées à la faillite par le concordat. En Espagne
« tout failli concordataire peut obtenir sa réhabili-
« tation lorsqu'il a achevé le paiement des dividen-
« des stipulés par le traité. En Hollande et en Italie,
« la justice peut, en homologuant le concordat, réha-
« bilitier tout de suite le failli malheureux et de
« bonne foi. Dans certains Etats de l'Allemagne, la
« clôture de la faillite a pour effet immédiat de rele-
« ver le débiteur de toutes les incapacités attachées
« à l'état de faillite. Chez nous, en 1885, la Chambre
« vota un projet aux termes duquel le débiteur dont
« le concordat était homologué n'encourrait d'autre
« incapacité que l'interdiction d'être élu membre du
« tribunal de commerce. Quand le débiteur a obte-
« nu un concordat, auquel il a obéi, ses créanciers
« ont consenti implicitement à sa réhabilitation. »

La commission du Sénat adopta cette modifica-
tion et elle fut ensuite acceptée sans difficulté.

— La réhabilitation partielle automatique fut
modifiée ; la commission fixa, comme le proposait
M. Legrand, à trois ans au lieu de dix ans, le délai
pendant lequel les faillis non condamnés pour ban-
queroute simple ne pourraient être inscrits sur la
liste électorale, ce qui fut accepté lors de la discus-
sion générale.

Ainsi le failli simple recouvre sa capacité électo-
rale au bout de trois ans. Un pas nouveau est fait
vers la suppression complète de l'incapacité électo-
rale. Chaque loi ébrèche, ronge cette déchéance, elle

n'apparaît plus comme nécessaire, il semble que ce qu'il en reste doive être emporté par une loi nouvelle.

— La réhabilitation complète automatique, enfin, a été organisée de toutes pièces en 1908 ; c'est la création originale de la loi.

Au bout de dix ans, sans intervention du tribunal, sans formalité aucune, d'une façon « automatique », les faillis seront complètement réhabilités. Nous sommes loin ici de l'antique conception de la réhabilitation, fondée sur l'acquittement intégral, et même de celle qui était parvenue à se faire jour en 1903 ; il est vrai que se départir sur ce point, quelque peu, de la rigueur première, abandonner, à quelque degré, la stricte notion primitive, c'était déjà, pour ainsi dire, ouvrir la porte à toutes les audaces, rendre possible celle qui permet maintenant la réhabilitation par le seul effet du temps, une réhabilitation qui n'a plus rien de commun que le nom avec celle du Code de commerce.

Ainsi les déchéances de la faillite ne sont plus que temporaires, ce sont des formalités à temps. A ce point de vue, le système de 1908 peut paraître tout d'abord assez logique. Au bout de trois ans, le failli sera électeur politique, au bout de dix ans, il recouvrera sa pleine capacité : il y a ainsi une gradation justifiable, semble-t-il.

Pour nous, nous avons dit déjà ce qu'un tel système nous paraissait avoir d'irrationnel. Nous ne croyons pas possible de séparer l'électorat de l'éli-

gibilité, ni de confondre dans un même pardon, fût-ce au bout de dix ans, les déchéances politiques et les déchéances professionnelles.

D'autant plus que le système ainsi créé n'est pas, en somme, celui que l'on cherchait en définitive à établir, et qu'il adopte même les erreurs que l'on voulait fuir en repoussant l'amnistie : supprimer les incapacités politiques jugées excessives, telle était toujours au fond l'idée générale plus ou moins clairement aperçue, toujours obscurcie, viciée par cette autre idée, contestable, d'une assimilation des faillis aux condamnés de droit commun, par cette « obsession » de la réhabilitation pénale, par ce sentiment, qui en provient, que les incapacités « forment bloc » ; de telle sorte que ne concevant bien les incapacités politiques qu'accouplées aux incapacités commerciales, se voyant obligé pour supprimer les premières de ruiner aussi les secondes, on fut fort préoccupé de n'abolir cependant toute déchéance qu'au profit des faillis honnêtes, de faire une distinction entre les faillis. Il aurait été logique alors de n'admettre qu'une réhabilitation facultative, ce que l'on ne fit point : la réhabilitation automatique arrive, au bout de dix ans, au même résultat illogique et mauvais que l'amnistie. Il n'était vraiment pas la peine de repousser cette mesure avec tant d'énergie pour retomber dans les fautes mêmes qu'on lui reprochait : confusion des faillis malheureux, mais honnêtes, et des

faillis coupables dans une même absolution, suppression des déchéances commerciales, absolument inadmissible, en même temps que des déchéances politiques.

Avant d'examiner de plus près cette loi, remarquons qu'une préoccupation politique immédiate semble bien avoir présidé à son élaboration, y avoir mis ainsi de la hâte et de la confusion. Le souci de se procurer une clientèle électorale n'est-elle pas évidente dans cet article qui déclare qu'au bout de trois ans les faillis seront électeurs, quand on peut sentir dans la discussion rapide du Sénat, dans le vote sans débats sérieux de la Chambre, le désir de terminer cette discussion avant le 31 mars, date de la clôture des listes électorales, et si l'on songe à cette disposition transitoire qui termine le texte :

« Les citoyens ayant droit au bénéfice de la présente loi devront, à partir du jour de sa promulgation, être inscrits sur les listes électorales jusqu'à la clôture de ces listes, c'est-à-dire du 31 mars 1908. »

Préoccupation électorale qui ainsi, pourrions-nous dire, se voile d'un certain sentiment de pudeur, auquel obéit le législateur en ne déclarant pas tout de suite : « il n'y a plus d'incapacité électorale », ou même : « il n'y a plus d'incapacité politique » de crainte d'être accusé d'avoir trop imprudemment écouté la voix de l'intérêt électoral.

Que les réformes introduites dans l'ordre de la

réhabilitation criminelle aient eu leur contre-coup en 1908, comme elles l'avaient eu en 1903 et dans les projets d'amnistie, cela ressort de chaque discours à la commission et au Sénat. L'idée d'une assimilation entre les deux réhabilitations persiste, quoiqu'elle ait été combattue et reconnue fausse lors des débats antérieurs. C'est M. Gourju en 1906, M. Vagnat en 1907 :

« Pourquoi le législateur de 1899 n'a-t-il pas
« accordé le droit de la réhabilitation aux petits
« faillis ? Pourquoi a-t-il rejeté du pardon toute une
« catégorie très nombreuse de citoyens qui ne sont
« certes pas plus coupables que les autres à qui il a
« réservé ces faveurs ? C'est une anomalie étrange
« et incompréhensible. »

C'est M. Legrand en 1908 :

« Les faillis ne sont pas les seuls qui bénéficient
« de la réhabilitation, les voleurs le peuvent aussi ;
« La réhabilitation de droit est acquise au con-
« damné par dix ans, quinze ou vingt ans. Vous voyez
« qu'il est choquant que celui qui est condamné
« correctionnellement soit réhabilité de droit dans
« certains cas par dix ans quand le failli simple ne
« peut l'être dans les mêmes conditions. Pourquoi
« une différence si grande entre le réhabilité de
« droit pénal et le failli ? »

« C'est M. Briand, dont l'intervention au Sénat fut d'un grand poids pour le vote de la loi :

« N'y a-t-il pas une anomalie criante dans le fait

« que des condamnés de droit commun, des voleurs,
« des escrocs peuvent obtenir automatiquement,
« après un certain nombre d'années leur réhabilita-
« tion, alors que cet avantage est refusé à des com-
« merçants dont la seule faute fut le plus souvent
« de n'avoir pas été servi par des circonstances
« favorables. »

Remarquons ce délai de dix ans au bout duquel le failli obtiendra sa réhabilitation ; il est emprunté à la législation pénale. C'est au bout de dix ans que le condamné de droit commun peut avoir son bulletin de casier judiciaire en blanc ; il n'est réhabilité qu'au bout de quinze ou même de vingt ans.

Poursuivant l'assimilation jusqu'au bout, l'on dit : si l'on nous objecte que le condamné n'est réhabilité qu'à la condition d'avoir subi sa peine, nous répondons : les dix années de dégradation civique qu'aura subi le failli n'auront-elles pas été un châtiment suffisant. Ne peut-on dire véritablement qu'au bout de dix ans il a subi sa peine, et peut obtenir sa réhabilitation de droit ?

Précisément, à notre sens, et M. Béranger le fit remarquer, on ne peut pas dire que le failli au bout de dix ans « a subi sa peine ». C'est là que gît la différence fondamentale qu'il y a entre lui et le condamné de droit commun. Le condamné a subi sa peine, du moment qu'il a satisfait au jugement de condamnation ; et c'est un sentiment bien général, traduit par l'expression populaire « il a payé

sa dette » qu'il a satisfait la société. Il n'obtiendra d'ailleurs sa réhabilitation qu'au bout de quinze ou vingt ans. Cette faveur est subordonnée à la condition qu'il se soit amendé par une longue épreuve de bonne conduite ; celle que l'on accorde au failli n'exige la justification d'aucun effort de sa part pour chercher à payer ses dettes, ni même la preuve de sa probité.

Ainsi égarée par cette idée, ne concevant pas que les incapacités ne formassent pas bloc, c'est-à-dire liant la suppression des déchéances politiques à celle des déchéances professionnelles, d'un côté, on ne put évidemment se résoudre à supprimer toute incapacité d'un seul coup, immédiatement après la déclaration de faillite ; c'est pourquoi l'on repoussa les projets de M. Gourju et de M. Vagnat ; d'un autre côté on ne voulut pas confondre dans une même indulgence les faillis coupables et les faillis simplement malheureux, ce que l'on reprochait aux propositions Gourju et Vagnat de faire. C'est pourquoi il aurait été logique de n'établir qu'une réhabilitation simplement facultative. Or la réhabilitation de droit triompha, après des difficultés il est vrai.

Quels étaient les projets de M. Vagnat et de M. Gourju ?

D'après celui de M. Vagnat, « tous les articles de loi visant les droits civils et politiques des faillis simples et des liquidés judiciairement sont abrogés », mais « le failli qui n'a pas obtenu la réhabilitation

commerciale n'est pas éligible aux fonctions de juge aux tribunaux de commerce, de juge consulaire». Le failli conserve donc sa pleine capacité politique ; au point de vue commercial, il n'est qu'électeur.

D'après celui de M. Gourju, le commerçant failli restait électeur, mais il ne pouvait être nommé à aucune fonction élective, tant qu'il n'avait pas été réhabilité.

La commission, nous venons de le dire, trouva que c'était aller trop loin, qu'il était excessif et dangereux de supprimer d'un seul coup les incapacités attachées à l'état de faillite, puisqu'étaient supprimées certaines incapacités commerciales. « Ainsi aucune différence ne serait faite entre les faillites. Toutes sans distinction bénéficieraient au même titre de la faveur de la loi, à la seule condition qu'elles n'eussent pas entraîné quelque condamnation pénale. La faillite la plus malhonnête, celle qui a englouti sciemment la petite épargne de tout un pays, celle même qui va s'enrichir par le désastre des autres, serait indemne aussi bien que le malheur immérité. » Or, on ne voulait faire cesser les conséquences de la faillite qu'au profit de la probité reconnue et du malheur immérité. C'est alors que fut proposée — par M. Girard — une réhabilitation au bout de dix ans, mais facultative, au profit de ces faillis non concordataires, lorsque leur conduite aura été honnête et qu'ils auront justifié n'avoir pu se libérer faute de

ressources suffisantes. C'était le seul projet qui fût logique et en harmonie avec les idées de la commission. Cependant celle-ci l'abandonna par la suite, M. Girard même renonça à son idée primitive, et la réhabilitation facultative succomba à la discussion générale sous les coups que lui portèrent M. Briand et M. Legrand, malgré les efforts de M. Béranger et de M. Fortier.

Les raisons que l'on invoqua pour cet abandon nous paraissent bien faibles.

C'est d'abord M. Girard qui nous explique que les formalités d'une réhabilitation judiciaire sont bien inutiles :

« Au bout de dix ans il est rare que les tribunaux
« n'accordent pas la réhabilitation à un failli simple
« qui se présentera devant eux. Pourquoi sou-
« mettre le failli à une nouvelle procédure, qui
« compliquera les frais ? Lorsqu'on se trouve en
« présence d'un homme qui n'a subi aucune con-
« damnation, puisqu'il est failli simple, qu'il n'a
« été condamné ni pour banqueroute simple, ni
« pour banqueroute frauduleuse, ne peut-on pas
« dire qu'au bout de dix ans il a subi sa peine et
« peut obtenir sa réhabilitation de droit ? La loi de
« 1899 accorde bien la réhabilitation à des gens
« beaucoup plus coupables. »

La première raison n'a vraiment aucune valeur, et, quant à la seconde, c'est l'exemple de la réhabilitation pénale que nous signalions tout à l'heure

comme ayant joué un rôle si important dans l'élaboration de la loi.

Ce n'est pas non plus répondre d'une façon plus sérieuse à cette objection que les faillis non concordataires seront alors plus favorablement traités que les concordataires et croire ainsi atténuer le défaut de logique de cette situation que de dire avec M. Fortier : il ne faut pas s'exagérer la valeur de cette réhabilitation, les réhabilités restent débiteurs, et d'ailleurs ils sont souvent plus intéressants que les concordataires. Certes, dit M. Fortier, il est juste que ces derniers soient réhabilités, mais ils n'ont souvent pas un grand mérite. « Consultez les
« statistiques et vous verrez qu'on obtient des con-
« cordats à 5, 10 ou 15 pour 100 et qu'il suffit à
« un failli d'avoir acquitté sa dette ainsi réduite,
« grâce à sa famille peut-être et à ses amis, pour
« être réhabilité. » Par contre, les non-concordataires ont souvent droit à beaucoup d'indulgence. « J'ai connu dans ma pratique des faillis qui
« n'ont pas pu obtenir de concordat pour des raisons très diverses. Par exemple, ils n'ont pas pu
« réunir les majorités requises en nombre et en
« somme pour obtenir le concordat, ou bien quelquefois l'actif de la faillite a été tellement important
« qu'aucun créancier n'a voulu accorder le concordat, croyant avoir avantage à la répartition de
« l'actif éventuel. J'ai dans la mémoire l'exemple
« d'un banquier de Versailles qui a payé presque

« 100 pour 100 de ses dettes. Il est réhabilité ?
« Pas du tout, il ne put l'être, parce qu'il ne pou-
« vait pas rapporter le consentement unanime de
« ses créanciers. Or il y avait dans cette faillite
« plusieurs centaines de créanciers, beaucoup
« avaient disparu. Ce cas n'est d'ailleurs pas
« exceptionnel » (1).

Ces arguments ne nous paraissent pas convaincants et il n'en reste pas moins que l'on se trouve en face de cette situation étrange signalée tout à l'heure : d'un côté voici un failli qui, ayant obtenu un concordat de ses créanciers, en a fidèlement exécuté les clauses ; ou un autre dont les créanciers, convaincus que la faillite a été exempte de toute fraude, sont émus à ce point que, eux qui ont perdu dans la faillite, viennent déclarer au tribunal soit qu'ils ne s'opposent pas à la réhabilitation, soit qu'ils font remise à leur débiteur de ses dettes. La réhabilitation peut paraître ici naturelle. Mais encore n'a-t-elle point lieu de plein droit, il faut que le tribunal décide, et qu'il soit juge de la probité du débiteur. D'un autre côté, voilà un failli qui n'a rien payé du tout, dont la faillite n'a rien produit du tout, n'aura pas pu même suivre ses phases ordinaires, parce qu'elle aura été clôturée faute ou par insuffisance d'actif, un failli qui pourra même être un escroc. Il y a une foule de faillites suspectes, les

1. Débats parlementaires, Sénat, 12 mars 1908.

actes délictueux ont peut-être été savamment dissimulés, il faut longtemps pour les découvrir. Ce failli sera quand même réhabilité. Cette mesure peut paraître déjà d'une bienveillance excessive, mais il y a plus : la réhabilitation ne sera pas prononcée par un tribunal, après son appréciation. Elle sera acquise de droit, obtenue sans demande, sans appréciation, par le seul fait qu'un délai de dix ans s'est écoulé.

Pourquoi cette indulgence dans ce second cas, cependant bien moins digne de faveur que le premier ? Pourquoi ne pas exiger des faillis non concordataires qu'ils soient soumis aux formalités et aux dépens auxquels sont astreints les concordataires eux-mêmes ? Le délai de dix ans qui leur est imposé ne saurait évidemment remplacer l'intervention du tribunal.

Telle est, dans ses dispositions générales, la loi du 23 mars 1908, entachée de fautes et de contradictions, à notre sens, qui rendent son effet désastreux :

« Si le failli — dit M. Béranger — est sûr au bout
« de dix ans de recouvrer tous ses droits, il n'y aura
« plus rien à attendre de lui, c'est paralyser à
« l'avance tous ses efforts. Combien ne se diront-ils
« pas : à quoi bon tant peiner, puisqu'au bout de
« dix ans je suis réhabilité comme les autres. »

M. Bouvier-Bongillon dit également (Lois nouvelles, 1908) : « La réhabilitation complète auto-

« matique, c'est la ruine de la réhabilitation en
« général, considérée dans son effet utile. Quelle
« est l'utilité sociale de la réhabilitation, si ce n'est
« d'inciter le débiteur par l'espoir de recouvrer ses
« droits, à réparer les pertes qu'il a causées ? N'y
« a-t-il rien de plus contraire à cette idée maîtresse
« de la réhabilitation que la réhabilitation complète
« automatique sans bourse délier ? La réhabilita-
« tion de droit reste, il est vrai, mais c'est réhabi-
« litation pour très honnêtes gens, avec la réhabili-
« tation facultative, et les honnêtes gens n'ont
« jamais eu besoin de l'attrait d'une réhabilitation
« pour se croire obligés au paiement de leurs dettes.
« Le délai pendant lequel le failli sera encore
« frappé d'incapacités n'aura pas non plus grand
« intérêt. De deux choses l'une : ou le commerçant
« est honnête, et la perspective d'incapacités ne
« peut rien faire sur sa conscience, ou bien il
« s'agit d'un malhonnête homme qui peut pronon-
« cer la parole fameuse : « enfin nous avons fait
« faillite ». La faillite étant pour lui un moyen, il ne
« se laissera pas arrêter par des incapacités simple-
« ment temporaires. »

Il nous paraît que la loi pèche par deux excès
contraires : excès de sévérité, d'une part, en ne ren-
dant pas aux faillis simples, sans aucun délai, leur
pleine capacité politique, — excès d'indulgence,
d'autre part, en leur rendant, par la réhabilitation
de droit au bout de dix ans, leurs droits politiques

et leurs droits professionnels, sans faire entre eux de distinction. La loi de 1908, après celle de 1903, a eu le tort de ne pas voir qu'il était difficile d'admettre en matière de faillite d'autre réhabilitation que celle fondée sur l'acquittement intégral des dettes.

Le législateur aurait dû, croyons-nous, s'élever à une conception plus rationnelle de la faillite et des déchéances qu'elle comporte, envisager la question dans son ensemble au lieu de s'arrêter à des accommodements bâtarde : et ainsi rendre au failli d'une façon complète et sans qu'aucun délai ait besoin de s'écouler, sa pleine capacité politique, électoralat aussi bien qu'éligibilité (ainsi resterait sauf le principe constitutionnel que « tout électeur est éligible. ») Mais d'autre part le laisser sous le coup de toutes les déchéances professionnelles qui ne prendraient fin que par une réhabilitation sévère subordonnée au paiement du passif.

Malgré cela, il est possible de voir, dans cette loi, venant après celles de 1889 et de 1903, dans cette « législation de transition », un acheminement vers la disparition de toute déchéance politique. Mais nous souhaitons que cette dernière réforme ne soit pas faite isolément et que, pour ne pas produire de mauvais effets, elle soit liée à une réorganisation de la réhabilitation dans un sens très rigoureux.

BIBLIOGRAPHIE

Journal officiel. — Documents parlementaires. Compte rendu
in extenso des Débats de la Chambre et du Sénat.

Lyon-Caen et Renault. — *Manuel de Droit commercial.*

Thaller. — *Traité élémentaire de droit commercial.*

Thaller. — *Traité général de droit commercial*, 1907.

Percerou. — *Des Faillites et Banqueroutes.*

Annuaire de législation française.

Les lois nouvelles. Revue de législation et de jurisprudence.

Collection complète des lois, décrets, ordonnances.

Duvergier. — *Règlements et avis du Conseil d'Etat.*

Savary des Brûlons. — *Dictionnaire universel de commerce.*

J. Savary. — *Le Parfait négociant.*

Jousse. — *Nouveau commentaire de l'ordonnance de 1669 et de
l'ordonnance de 1673.*

Brégeault. — *Commentaire de la loi du 30 décembre 1903.*

Faye. — *Manuel de droit commercial d'après la jurisprudence de
la Cour de cassation.*

TABLE DES MATIÈRES

I. — Les incapacités des faillis	1
II. — Régime de l'ancien droit.	11
III. — Droit intermédiaire et Code de commerce.	17
IV. — La loi de 1889	30
V. — La loi de 1903	45
VI. — Les propositions d'amnistie	78
VII. — La loi de 1908	90

Vu :

Par le Président,

E. CHAVEGNY.

Vu :

Le Doyen,

P CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.
